

Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Avril 2018

Numéro 289

Rédaction achevée le 16 avril 2018

REGARDS
sur les
MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins

*France, reprise de la baisse saisonnière des cours
Europe, offre en hausse momentanée*

Femelles

*France, toujours plus de femelles allaitantes sur le marché
Europe, la hausse saisonnière se poursuit*

Maigre

Le manque de disponibilités s'amplifie

Veaux de boucherie, un bon début d'année

Veaux nourrissons, une hausse saisonnière marquée

lait de vache

- Collecte laitière France : hausse saisonnière limitée par la météo
- Collecte mondiale : l'offre laitière est un peu moins étoffée
- Marché des produits laitiers : contrastés mais globalement mieux orientés

viande ovine

- France : envolée des cours avant Pâques
- UE et monde : cotations très élevées outre-Manche, malgré des abattages dynamiques

lait de chèvre

- Des disponibilités très abondantes en lait de chèvre
- Viande de chevreau : marché mieux orienté qu'en 2017

le chiffre du mois

6,75 €/kg de carcasse

C'est le niveau atteint par le cours moyen de l'agneau lourd français la semaine précédant Pâques, soit 57 centimes de plus qu'en 2017.

zoom

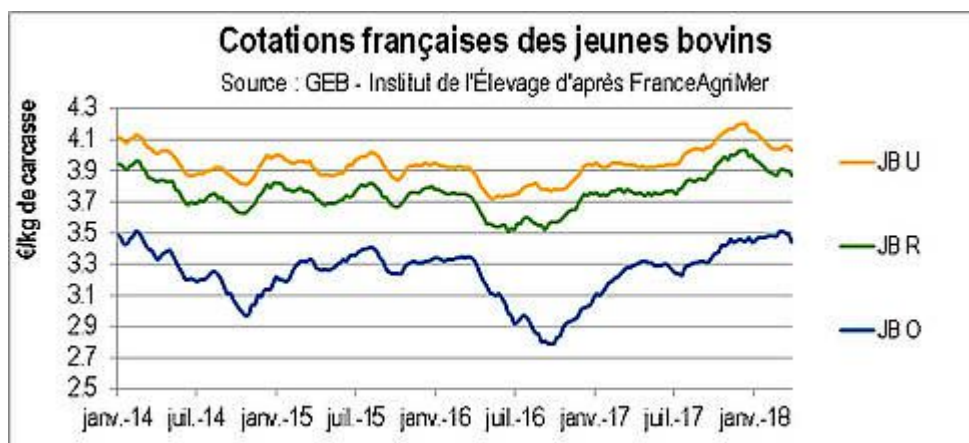
**Matières premières,
les incertitudes sur les
disponibilités soutiennent les
cours**

Jeunes bovins en France : reprise de la baisse saisonnière des cours

Après un plateau en mars, les cours des JB ont repris leur baisse saisonnière. Le marché reste toutefois bien équilibré grâce au dynamisme des ventes vers l'Allemagne.

Baisse saisonnière des cours

Les cours des JB U et R ont marqué un petit rebond en mars, comme en Allemagne où la préparation des fêtes de Pâques a dopé momentanément la demande. Ils ont ensuite repris leur baisse saisonnière pour s'établir début avril à 4,03 €/kg de carcasse pour le JB U (+2% /2017 ; +4% /2016) et 3,87 €/kg pour le JB R. Le JB O a lui aussi fini par enclencher une baisse, à 3,44 €/kg début avril (+5% /2017 ; +4% /2016).



Toujours moins de JB laitiers

Sur les 4 semaines de mars, les abattages de jeunes bovins laitiers ont de nouveau affiché une forte baisse d'après les données Normabev (-8% /2017). Ceci concorde avec les faibles effectifs de mâles de 18 à 24 mois présents dans les élevages (-8% /2017 au 1^{er} mars) d'après la BDNI. Le déclin de l'engraissement de JB laitiers semble s'inscrire dans le temps. Les effectifs âgés de 12 à 18 mois sont aussi en recul de 8% et ceux de 6-12 mois en retrait de 4%.

En mars, les abattages de JB de type viande ont été stables par rapport à 2017 d'après les données hebdomadaires. En revanche, les animaux qui sortiront dans les prochains mois sont légèrement plus nombreux d'après les effectifs recensés dans la BDNI (+5% pour les mâles de race à viande âgés de 12 à 18 mois).

+3% pour les exports de viande bovine sur janvier-février

La France a exporté 37 900 téc de viande bovine fraîche et congelée sur les 2 premiers mois de l'année (+3% /2017). Les ventes vers l'Italie continuent de s'effriter (-2% à 12 800 téc), de même que celles vers la Grèce (+7% à 6 500 téc). En revanche, celles vers l'Allemagne poursuivent leur croissance (+5% à 7 700 téc), de même que celles vers les pays tiers (+70% à 3 000 téc) bien que les volumes restent modestes.

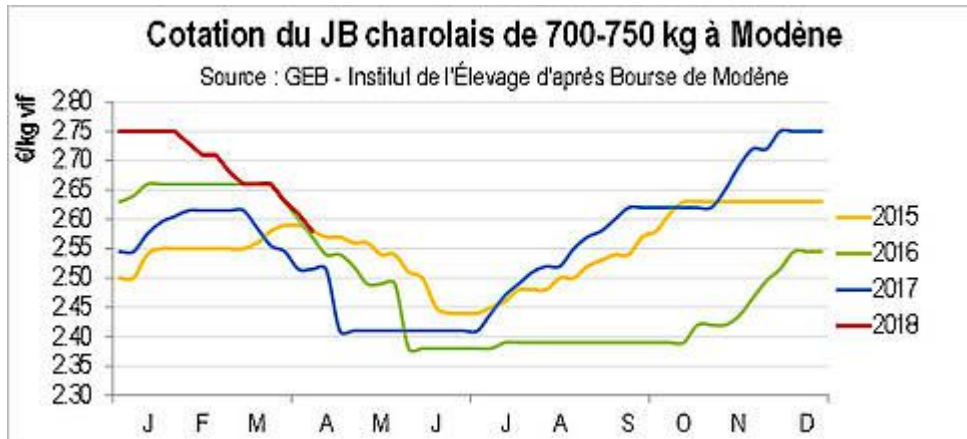
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

JB en Europe : offre en hausse momentanée

L'offre de JB était en hausse au 1er trimestre en Italie, en Allemagne et en Pologne. Si le marché italien commence à montrer des signes de lourdeur, ce n'est pas le cas du marché allemand qui soutient l'ensemble du marché européen. Les prix polonais continuent de se rapprocher de la moyenne européenne.

Italie : marché lourd pour les JB charolais

En Italie, les JB mâles charolais sont à la peine. D'une part l'offre est abondante et d'autre part les négociations sont difficiles avec la grande distribution, principal débouché pour ces animaux, qui a de plus en plus recours aux promotions pour stimuler les ventes. La baisse saisonnière des cours est donc particulièrement forte. La cotation du mâles charolais fini de 700-750 kg à Modène, qui a perdu 8 centimes/kg vif en un mois, a été ramenée à 2,58 €/kg vif début avril. Elle reste 3% au-dessus de son niveau de 2017, mais a retrouvé son niveau de 2016.



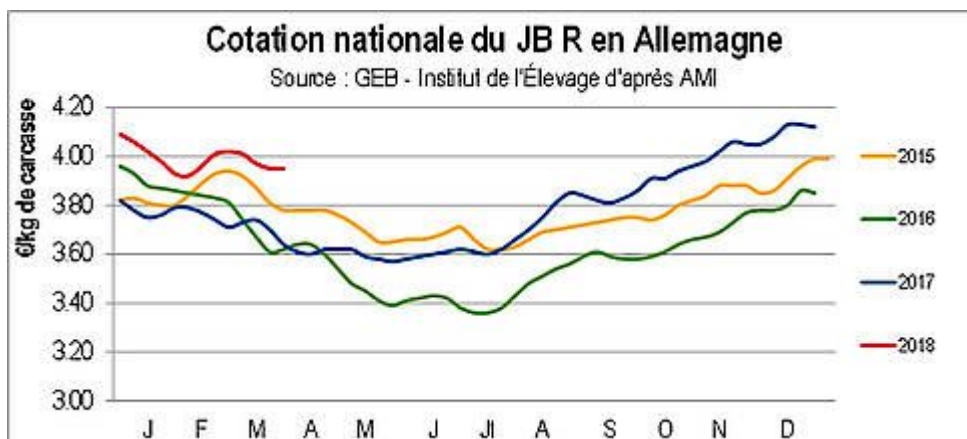
Les mâles limousins sont mieux absorbés grâce à une demande plus dynamique. Leur cotation n'a perdu que 3 centimes en un mois, à 2,75 €/kg vif (+4% /2017 ; +1% /2016). La cotation du Croisé national est particulièrement stable depuis le début de l'année, à 2,43 €/kg vif (+3% /2017 ; +1% /2016).

La BDNI italienne recensait 496 000 mâles de 1 à 2 ans fin mars, soit 32 000 têtes de plus qu'en 2017 (+7%). Depuis fin novembre déjà l'effectif de mâles de 1 à 2 ans est significativement plus élevé que l'année précédente. Ce surplus est donc en train d'arriver sur le marché. L'offre devrait rester abondante jusqu'à l'été, mais le marché devrait s'alléger à partir de l'automne. En effet, au 31 mars, le nombre de mâles de moins d'un an affichait une baisse de 33 000 têtes à 715 000 têtes (-4% /2017).

Allemagne : marché bien équilibré

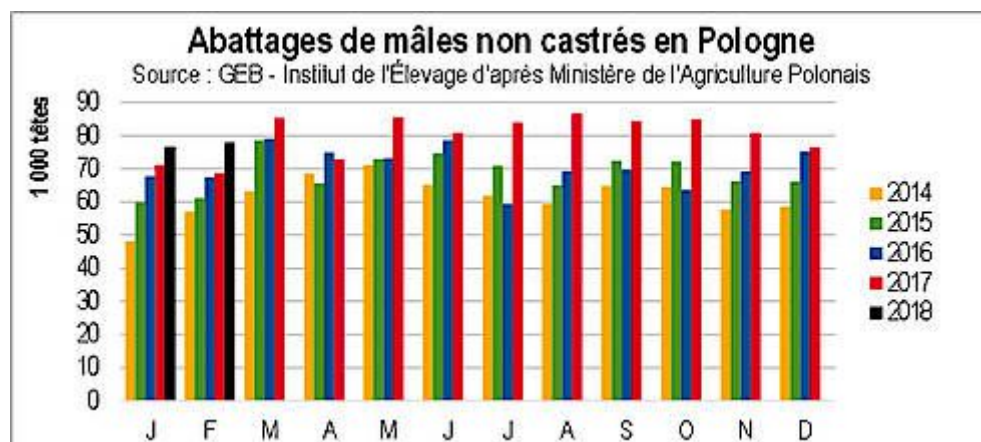
En Allemagne, la hausse des abattages de JB au 1^{er} trimestre a été bien absorbée par la consommation intérieure qui continue de progresser. Le faible niveau des réformes de vaches participe aussi à équilibrer le marché. En cumul sur les 13 premières semaines de l'année, les abattages de jeunes bovins ont dépassé leurs niveaux des années précédentes (+3% /2017 et +4% /2016), alors que ceux de vaches étaient en net repli (-3% /2017 et -7% /2016).

Les prix se tiennent bien, d'autant que la saison des grillades et des fêtes de famille va commencer. Le JB U cotait 4,00 euros fin mars (+8% /2017 ; +9% /2016), le JB R 3,95 €/kg (+9% /2017 ; +9% /2016) et le JB O 3,71 (+11% /2017 ; +8% /2016).



Pologne : toujours plus de JB

En Pologne, la hausse de production se poursuit, sans pour autant peser sur les cours qui restent très incitatifs. Sur les 2 premiers mois de l'année, les abattages cumulés de mâles non castrés ont totalisé 154 500 têtes (+11% /2017 et +14% /2016) et ceux de génisses 47 000 têtes (+6% /2017 ; +12% /2016). Le seul facteur qui pourrait limiter le développement de la production de JB en Pologne semble être le réservoir de veaux qui ne sera pas sans fond.



Le JB O cotait 3,31 €/kg fin mars (+7% /2017 ; +8% /2016). La hausse était un peu moins forte en monnaie locale à 13,97 zloty/kg (+4% /2017 ; +10% /2016). Mais les prix à la production restent très incitatifs pour les mises en place.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Femelles en France : toujours plus de femelles allaitantes sur le marché

La dynamique des sorties de femelles allaitantes se poursuit alors même que la demande reste globalement en retrait. Cette offre fait pression sur les cotations, si bien que début avril marque une légère inclinaison à la baisse des cotations des femelles laitières également.

Afflux de réformes allaitantes

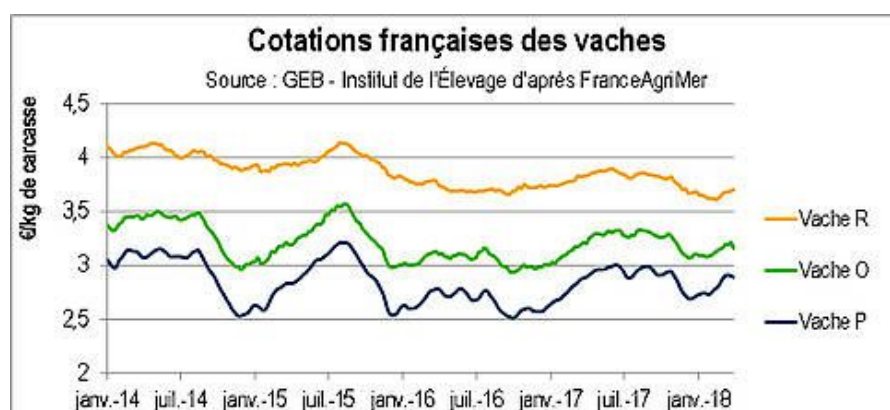
En mars, le nombre de vaches de type viande abattues a bondi de 7% /2017, selon l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La baisse du cheptel de vaches allaitantes s'accroît (-2,6 % /2017 au 1^{er} mars, soit -102 000 têtes contre -2,3% au 1^{er} janvier). Cette décapitalisation du cheptel allaitant, qui fait suite à une capitalisation de plus de 3 années, engendre un surplus important de réformes qui pèse sur les cours d'autant que les abattages de femelles laitières sont aussi plus nombreuses sur les 4 semaines de mars (+2% /2017) d'après Normabev.

Cependant, la décapitalisation allaitante pourrait toutefois s'atténuer dans les mois à venir, le nombre de génisses dans les élevages reste très élevé y compris pour les génisses de plus de 36 mois (+22% /2017 soit +40 000 têtes), probablement sous l'effet d'un retard des naissances lié à de mauvaises conditions de reproduction durant l'hiver 2016/2017.

Les cours des femelles sous pression

Les cours des femelles allaitantes et laitières pâtissent de fortes disponibilités et d'une demande morose. Malgré le regain de 4 centimes en 4 semaines, à 3,70 €/kg de carcasse début avril, le cours de la vache R se situe toujours en dessous de son niveau en 2017 (-3%).

Après plusieurs semaines de hausse saisonnière, les prix des réformes laitières ont fini par fléchir. La cotation de la vache O, à 3,16 €/kg (-1% /2017), a perdu 6 centimes en 1 semaine. Celle de la vache P se tient un peu mieux : à 2,89 €/kg, elle est stable par rapport à son niveau de 2017.



Achats des ménages en perte de vitesse après une fin d'année dynamique

Sur la période P03 se finissant 18 mars 2018, les achats de viande bovine sont en baisse en volume (-1,3% /2017), mais quasi stables en valeur (+0,3%), d'après Kantar. Les ménages ont privilégié les achats de morceaux à bouillir ou à braiser (+9% en volume et +3% en valeur) en raison de la météo pluvieuse de mars et le haché (+5,7% en volume et +0,7% en valeur), plutôt que les morceaux à griller ou rôti (-5%).

Hausse des importations de viande congelée en début d'année

En cumul sur les deux premiers mois de l'année, les importations de viande bovine fraîche et congelée ont bondi de 11% /2016, à 55 400 téc d'après les douanes françaises. Cette hausse est uniquement à mettre sur le compte de la viande congelée (un tiers des importations totales), surtout en provenance des Pays-Bas (+46% /2017 à 2 300 téc), d'Allemagne (+124% /2017 à 6 100 téc) et de Pologne (+49%, à 3 900 téc).

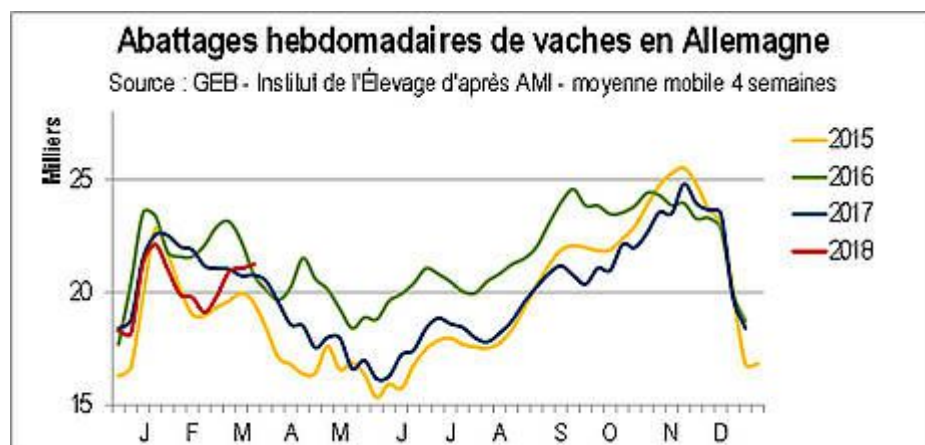
Cette hausse des importations et des abattages explique en partie l'augmentation de 3% en janvier de la consommation de viande bovine calculée par bilan.

Femelles en Europe : la hausse saisonnière se poursuit

Les cotations des réformes sont plutôt bien orientées dans les pays membres de l'UE. En Allemagne, c'est le manque d'offre qui soutient les prix alors qu'en Pologne, en Irlande et aux Pays-Bas, ils se tiennent bien malgré l'offre abondante.

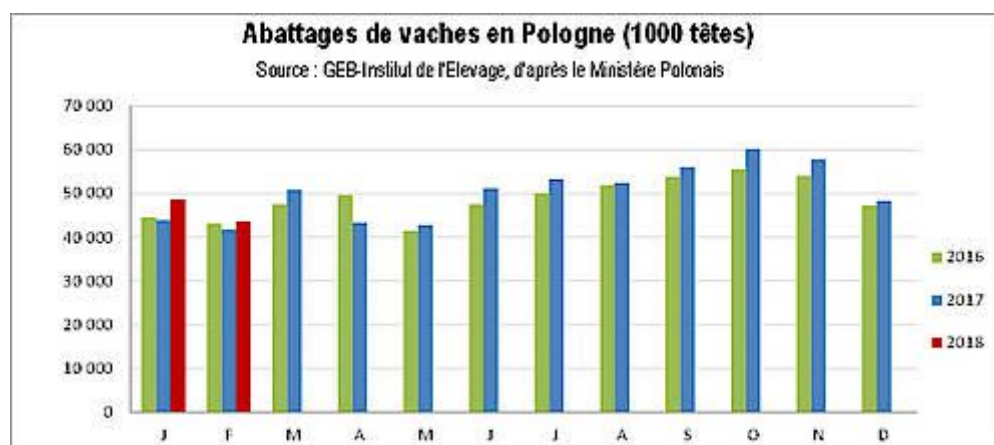
Allemagne : repli de l'offre de réforme

En Allemagne, la rétention des vaches se poursuit. Sur les 8 dernières semaines finissant le 28 mars 2018, les abattages de vaches ont enregistré un net repli d'après AMI (-4% /2017 et -6% /2016). Ceci se traduit par une hausse des prix. Début avril, la vache R allemande cotait 3,33 €/kg de carcasse (+7% /2017 ; +15 % /2016), la vache O 3,13 €/kg (+10% / 2017 ; +20% /2016) et la vache P 2,55 €/kg (+13% /2017 ; +28% /2016). Avec le début de la saison de pâturage, l'offre de réformes devrait rester à l'étiage.



Pologne : des abattages dynamiques

En Pologne, les réformes de vaches sont toujours nombreuses, en hausse de +5% /2017 et +1% /2016 en février 2018, à 44 000 têtes.



Cette offre abondante ne semble pas peser sur les cours. Au contraire, la viande polonaise profite d'une meilleure valorisation sur le marché européen qui permet une hausse des cours à la production. La cotation polonaise de la vache O a atteint 2,98 €/kg de carcasse (+11% /2017) en semaine 13.

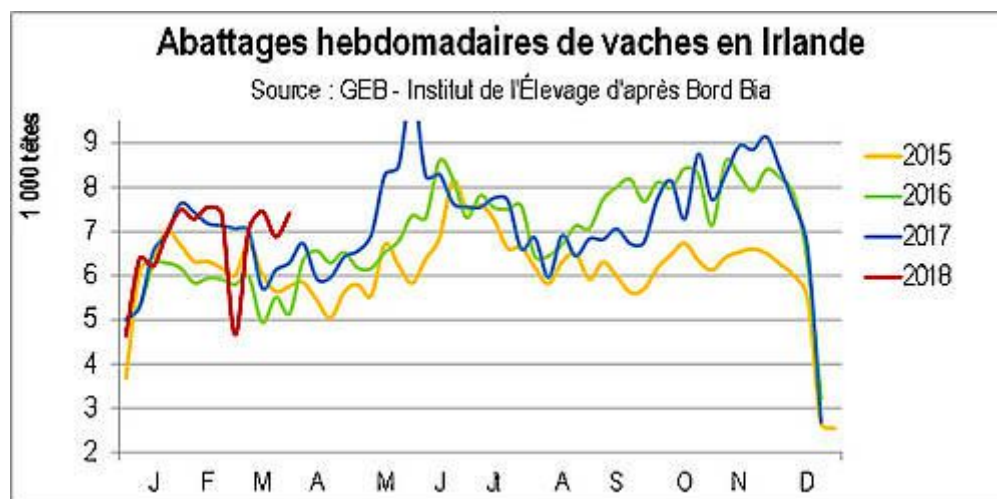
Irlande : pénurie de fourrage dans tout le pays

En cumul sur les 13 premières semaines, le nombre de bovins abattus en Irlande a dépassé de 2% celui de 2017. Les abattages de vaches sont particulièrement dynamiques (+2% /2017). Le cheptel irlandais plus étoffé (+24 000 têtes entre décembre 2016 et décembre 2017, à 2,361 millions têtes) génère plus de réformes. De plus, des conditions météorologiques critiques depuis le mois d'août dernier ont plongé les éleveurs au centre d'une crise fourragère qui les pousse à réformer davantage.

L'été 2017, exceptionnellement froid et humide, a affecté les récoltes de fourrages peu abondants et très médiocres. Elle a aussi obligé les éleveurs à rentrer les animaux à certaines périodes et à puiser dans les stocks. L'hiver et le début de printemps ont ensuite été particulièrement froids et pluvieux, ce qui retardé la pousse de l'herbe et la mise à l'herbe des bovins, en particulier dans l'Ouest et le Nord-Ouest. Pour alimenter les animaux, nul autre choix que l'import de fourrage.

Des coopératives irlandaises ont importé depuis le Royaume-Uni quelques milliers de tonnes de fourrage afin de les distribuer à leurs adhérents et ainsi réduire la pression sur le marché. De plus, le gouvernement élabore actuellement un programme d'aide à l'importation de fourrages.

Malgré les réformes plus abondantes, les prix se maintiennent. La cotation de la vache O irlandaise a pris 3 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,30 €/kg de carcasse fin mars (+5 %/2017 ; +7% /2016). Celle de la vache R3 se tient bien également, à 3,54 €/kg (+5% /2017 et +6% /2016).



Pays-Bas : la dérogation « Directives nitrates » reconduite pour 2 ans

Depuis le début de l'année 2018, les abattages néerlandais de gros bovins ont retrouvé un niveau plus normal, intermédiaire entre le bas niveau de 2016 et celui exceptionnel de 2017. En cumul sur les 12 premières semaines de 2018, les abattages de gros bovins ont atteint 157 000 têtes (-20% /2017 ; +16% /2016). En 2017, les éleveurs laitiers néerlandais ont massivement réformé pour se mettre en conformité avec la réglementation sur les phosphates. Grâce à cet effort, le cheptel laitier a reculé de 200 000 têtes en 2017, à 1,665 million de têtes en décembre 2017.

Au vu des fraudes dans les déclarations de veaux et les transports de lisier, la Commission européenne a décidé début avril 2018 d'accorder une nouvelle dérogation à la directive nitrates pour une durée de 2 ans au lieu de 4 auparavant, à compter de 2018. À cet égard, les éleveurs vont devoir poursuivre leurs efforts pour respecter la réglementation.

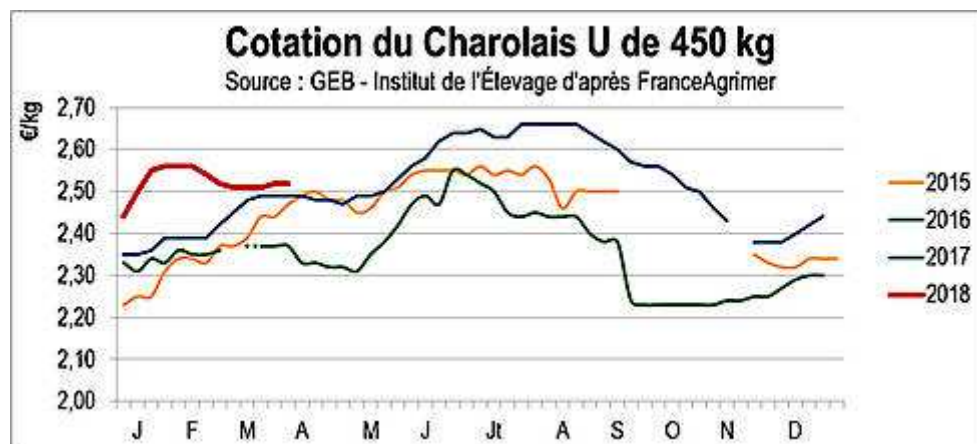
Les prix des vaches de réforme ont dépassé celui des vaches polonaises. La vache O néerlandaise cotait 3,06 €/kg de carcasse début avril (+22% /2017).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Maigre, le manque de disponibilités s'amplifie

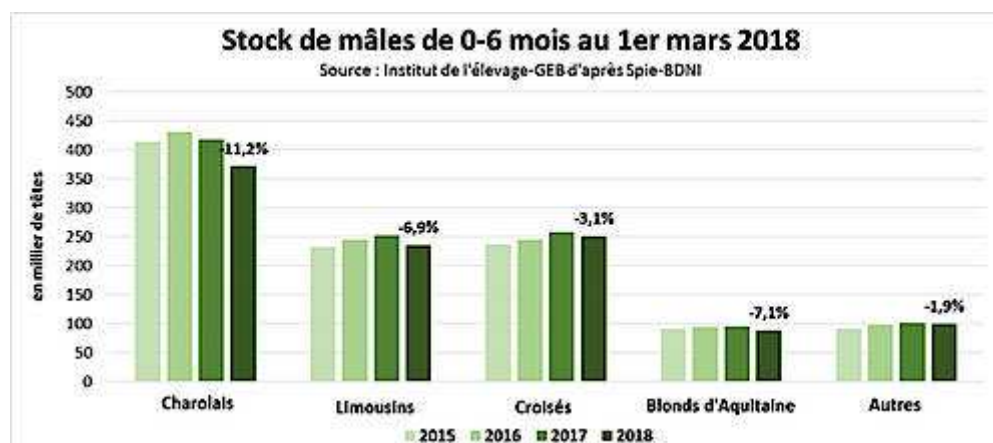
Les prix des broutards se maintiennent à des niveaux élevés en ce début d'année. Les moindres disponibilités rencontrent une demande fondamentalement solide. Le sérotype 4 de la FCO reste pénalisant pour l'export vers les marchés secondaires.

Les cotations françaises des bovins maigres se maintiennent à des niveaux élevés en ce début d'année dans l'ensemble des catégories. En semaine 13, la cotation du Charolais U de 300 kg vif atteint 2,90 €/kg, soit +4% /2017, tandis que la cotation du Charolais U de 450 kg s'élève à 2,52 €/kg (+1% /2017). La situation est similaire dans les autres races : le Limousin E de 300 kg retrouve son niveau élevé de 2015 à 3,08 €/kg, soit +2% /2017, et le Croisé U de 300 kg atteint 2,81 €/kg, soit +3% /2017.



Une offre en baisse pour plusieurs mois

La baisse des naissances en race allaitante, observée tout au long de 2017 et particulièrement amplifiée au 2nd semestre (-12% /2016), réduit les disponibilités en broutards pour l'export. Le stock national de mâles de race allaitante âgés de 6 à 12 mois, estimé à 561 000 têtes au 1^{er} mars, était en baisse de 5,4%/2017. Ce creux de disponibilités devrait s'amplifier dans les prochains mois compte tenu de la chute de 7,2% /2017 des effectifs de mâles de race allaitante de 0 à 6 mois, à 1 045 000 têtes au 1^{er} mars. La baisse des effectifs de mâles affecte plus fortement la race charolaise (-11,2% de 0-6 mois au 1^{er} mars) que la race limousine (-6,9%) ou les animaux croisés de races allaitantes.

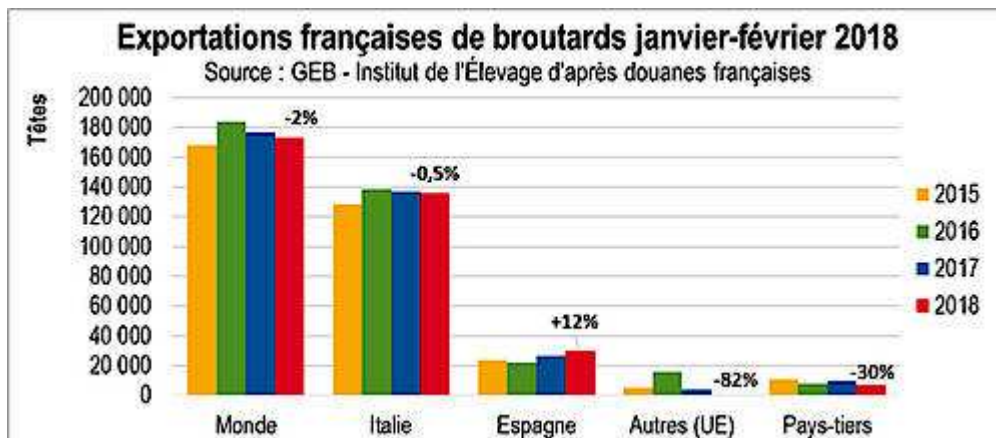


Selon les dernières données disponibles, le recul des naissances allaitantes s'est atténué mais reste marqué en février 2018 avec 368 000 naissances soit -6,7% /2017 et -9,9% /2016. Cette baisse des naissances apparaît multifactorielle : due à un mouvement de décapitalisation du cheptel qui reste à ce jour difficile à quantifier (voir article femelles en France) et à des conditions de reproduction difficiles durant l'hiver 2016/2017. Un rattrapage partiel des naissances reste possible dans les prochains mois avec des vêlages de vaches et de génisses décalés. L'offre en broutards devrait néanmoins rester faible durant toute l'année 2018.

Le manque d'offre et la FCO pèsent sur l'export

Les exportations de broutards sont en recul sur les 2 premiers mois de 2018 à 173 000 têtes, soit -2% /2017 et -6% /2016. Cette baisse des envois est directement liée au manque d'animaux disponibles, mais également aux difficultés sanitaires dues à la FCO. Le niveau d'exigence vis-à-vis de la FCO des différents pays impacte fortement la fluidité du commerce de broutards (Voir *Tendances* mars 2018). L'essentiel du commerce est néanmoins préservé grâce à l'existence d'accords bilatéraux permettant d'exporter des animaux non vaccinés vers l'Italie (136 000 têtes en 2 mois, soit -0,5% /2017) et vers l'Espagne (29 500 têtes, soit +12% /2017).

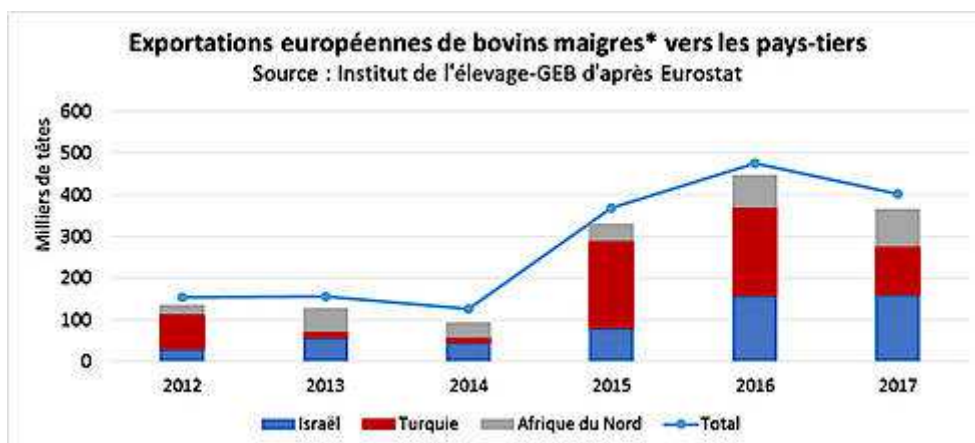
Le commerce vers le reste de l'Europe a été paralysé par l'absence d'animaux vaccinés contre le sérotype 4 de la FCO. Il aurait repris à partir de mars avec l'arrivée à terme des premières immunités installées (double injection + 60 jours). Le commerce devrait toutefois rester très limité pendant plusieurs mois faute d'animaux vaccinés. Les envois vers les pays tiers sont également pénalisés par le sérotype 4 de la FCO, un accord bilatéral existant seulement avec l'Algérie. Sur les 2 premiers mois de l'année les envois se sont limités à l'Algérie (6 400 têtes -1% /2017) et au Maroc (330 têtes). Une nouvelle positive néanmoins : le commerce aurait repris en mars vers la Tunisie alors qu'aucun envoi significatif n'avait eu lieu depuis 2 ans sur ce marché.



Les marchés tiers allègent le marché européen

L'UE-28 a exporté 400 000 bovins maigres (animaux de plus de 80 kg vif) vers les pays tiers en 2017, un niveau qui reste élevé bien qu'en baisse de 16% /2016. Israël et la Turquie sont les principaux marchés tiers pour les bovins maigres européens, ils ont respectivement reçu 39% et 29% des animaux exportés en 2017. La France, 1^{er} exportateur européen de bovins maigres, est pour diverses raisons (politiques, sanitaires, tarifaires...) peu présente sur ces marchés avec seulement 6 700 animaux exportés vers Israël en 2017 et aucun animal vers la Turquie. Mais la filière française bénéficie indirectement des envois effectués par ses concurrents vers les pays-tiers qui allègent les marchés européens, en premier lieu l'Italie et l'Espagne.

En dehors de la France, les principaux exportateurs européens de bovins maigres vers les pays tiers sont les pays d'Europe de l'Est (Roumanie, Croatie, Slovénie, Hongrie...) qui fournissent les marchés turcs et israéliens. Le Portugal concentre ses envois sur Israël et l'Espagne a développé en 2017 un flux significatif de veaux sevrés vers l'Egypte.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Veaux de boucherie, un bon début d'année

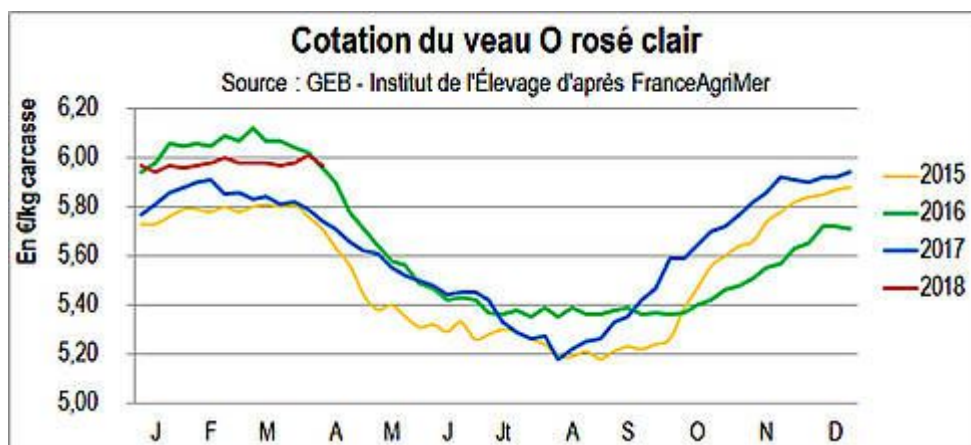
La consommation dynamique du début d'année a permis de stabiliser les cours des veaux gras français et de retarder la baisse saisonnière.

Le Festival du veau, qui s'est déroulé de fin janvier à début mars, ainsi que des conditions météorologiques favorables à la consommation de viande de veau ont dynamisé la consommation. Cette bonne orientation de la demande s'est répercutée sur les abattages, avec un nombre de veaux abattus en février supérieur de près de 1% /2017 en données CVJA. Compte tenu de la hausse des poids carcasse de plus de 1%, la progression des volumes a dépassé les 2% /2017, à 14 700 téc. Sur les deux premiers mois de l'année, les abattages affichent en volume une hausse de +0,5% /2017.

Une fois le Festival du veau terminé, le marché s'est alourdi, notamment pour les veaux croisés de moyenne ou bas de gamme. La météo fraîche et Pâques ont cependant permis de prolonger la stabilité des cours et retarder la baisse saisonnière, sans pour autant éviter un nouvel alourdissement des carcasses.

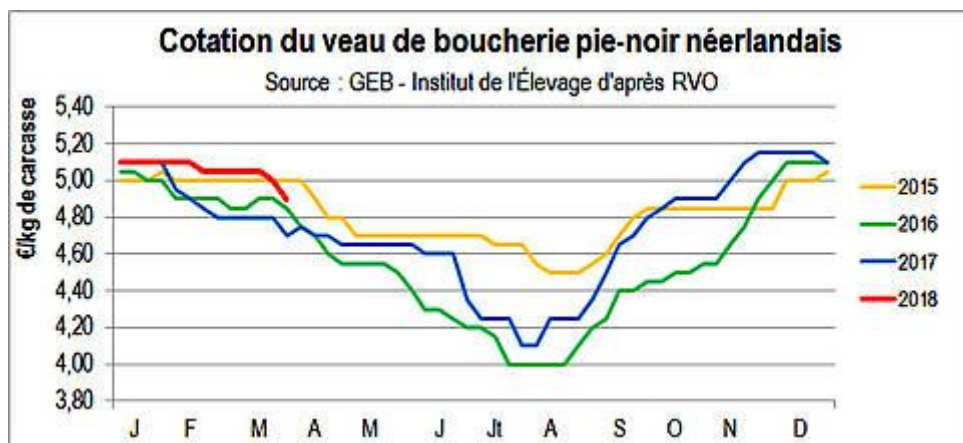
Ainsi, ce relatif équilibre entre offre et demande a maintenu les cours des veaux gras à de bons niveaux sur les 3 premiers mois de l'année. La cotation nationale du veau rosé clair O a même atteint pour la première fois depuis 2016 les 6 €/kg carcasse fin mars, un niveau supérieur à celui de 2017 et de 2015 (+ 4%). La cotation du veau rosé R, qui comprend les veaux mixtes et croisés, s'est également maintenue et s'est rapprochée du niveau de 2017 (-1%). Ces cours des veaux gras, conjugués à un recul des cours du lactosérum de 30%, sur la période d'engraissement 2017-2018 par rapport à 2016-2017, donnent un peu d'air aux intégrateurs.

La baisse saisonnière des cours s'est enclenchée néanmoins début avril, soit 1 à 3 semaines plus tard sur les années précédentes, devrait se poursuivre pendant tout le mois. Les températures plus élevées et les vacances scolaires vont peser sur la demande et déséquilibrer le marché. La situation difficile sur le marché néerlandais devrait également se répercuter sur les prix français.



Baisse saisonnière accentuée aux Pays-Bas

La baisse saisonnière des prix des veaux néerlandais a, cette année, débuté avant Pâques. Le cours du veau pie-noir a ainsi cédé 15 centimes en 2 semaines, et 20 centimes sur les 3 premiers mois. A 4,90 €/kg carcasse fin mars, il reste cependant toujours au-dessus des deux années précédentes (+4% /2017 et +1% /2016). Ce recul brutal s'expliquerait par des exportations décevantes vers l'Italie et la France ainsi qu'une moins bonne valorisation des abats.



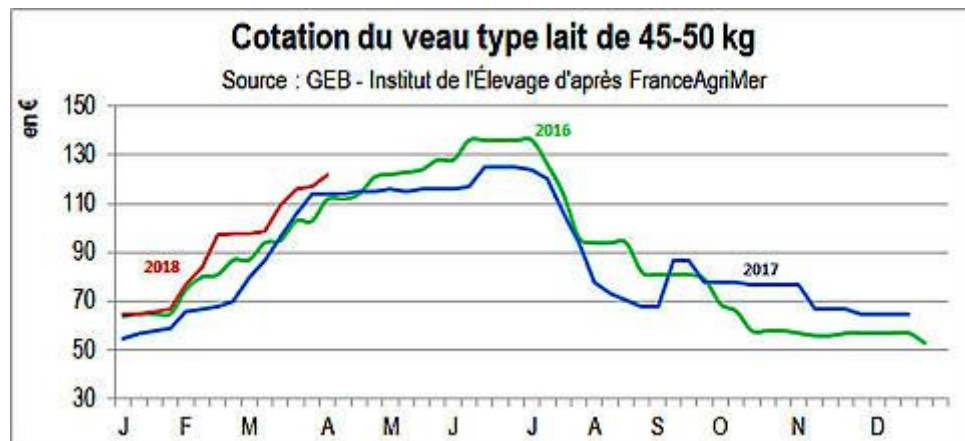
Face à une production néerlandaise qui poursuit sa progression en 2018, avec en janvier une hausse des volumes abattus de 4% /2017, les opérateurs néerlandais cherchent à développer les envois à destination des pays tiers. Mais les exportations vers les États-Unis semblent relativement longues et coûteuses, compte tenu des exigences sanitaires et administratives.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

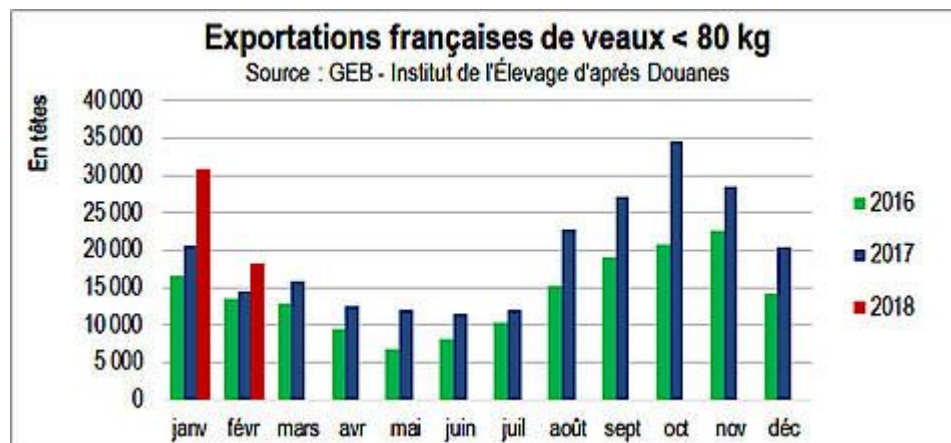
Veaux nourrissons, une hausse saisonnière marquée

Les cours des veaux nourrissons laitiers ont poursuivi leur forte hausse saisonnière en mars, tirés par la demande espagnole et la baisse des naissances.

La cotation du mâle type lait de 45-50 kg a presque doublé sur les 3 premiers mois de l'année, à 122 €/tête pour afficher début avril, soit un niveau bien supérieur à ceux des deux années précédentes (+7% /2017 et +9% /2016).



D'un côté la demande est dynamique. Les étables se sont vidées en février et en mars pour satisfaire la demande en viande de veau et les mises en place de mars correspondent à des sorties de septembre, mois de reprise d'activité. De plus les intégrateurs français font face à une concurrence espagnole accrue pour l'achat des veaux nourrissons. Avec plus de 45 000 têtes, les exportations de veaux français de moins de 80 kg vers l'Espagne ont encore progressé sur les deux premiers mois de l'année (+37% /2017). Si les achats espagnols concernent des veaux de qualité très hétérogène, la compétition s'accroît sur les veaux recherchés par les intégrateurs hexagonaux. Les engraisseurs ibériques ne rechignent plus à renchérir pour acquérir les veaux nécessaires pour maintenir le courant d'exportations de jeunes bovins à destination du pourtour méditerranéen.



De l'autre, l'offre en veaux laitiers est en recul sur les deux premiers mois de l'année (-3%, soit -12 000 têtes), même si le mois de février a vu une stabilisation des vêlages.

Hausse modérée des naissances de veaux croisés

La situation est plus complexe pour les veaux croisés de mère laitière. Si les naissances affichent une nouvelle hausse sur janvier et février (+3% /2017), la progression est plus faible que les années précédentes (+15% pour 2017/2016, et +8% pour 2016/2015). En outre, le marché des veaux croisés est divisé en deux catégories : les veaux bien conformés dont les prix sont stables et ceux issus en grande partie issus de la vague de croisement débutée en 2015 dont les performances à l'engraissement de veaux de boucherie laissent à désirer. Les cours de ces derniers sont en baisse, car les intégrateurs cherchent à retrouver une rentabilité économique sur ces animaux et limitent leurs mises en place.

Rebond des importations de veaux nourrissons

Avec 2 700 têtes, les importations de veaux nourrissons ont enregistré une hausse notable en février. Les volumes importés ont été pratiquement multipliés par 4 par rapport à février 2017 (+20% /2016). Ce nombre reste cependant très limité au regard des effectifs mis en place en février qui dépassent les 100 000 têtes.

Ce rebond des importations s'explique d'une part par la hausse des flux vers l'Espagne en cette période de creux des vêlages, qui pousse des intégrateurs à chercher des animaux à l'étranger. D'autre part, certains opérateurs, échaudés par le marché 2017 du veau croisé de moyenne et bas de gamme, semblent préférer mettre en place des veaux importés destinés à d'autres débouchés que la grande distribution qui se détourne de la viande de veau né à l'étranger.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

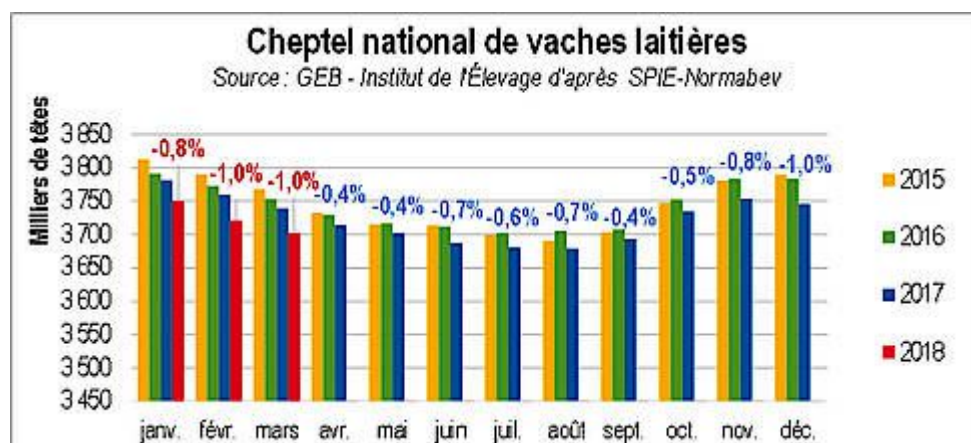
Collecte France : hausse saisonnière limitée par la météo

Les conditions climatiques très froides et humides jusqu'en mars ont limité la hausse de la collecte française malgré un prix du lait resté plutôt attractif et un potentiel de production relativement préservé, notamment dans les régions les plus laitières.

Cheptel national stabilisé 1% en deçà de 2017

Après avoir été ajusté à la baisse fin 2017, le cheptel laitier national connaît à présent une baisse saisonnière identique à celle de l'an dernier : on a enregistré plus de sorties de vaches en février (+3% /2017), mais cela a été compensé par davantage d'entrées en production de génisses (+3% /2017).

Au 1^{er} mars, avec 3,70 millions de vaches laitières, la ferme France comptait 49 000 têtes de moins qu'en 2017 (-1%) et 66 000 de moins qu'au pic de 2015 (-1,8%).



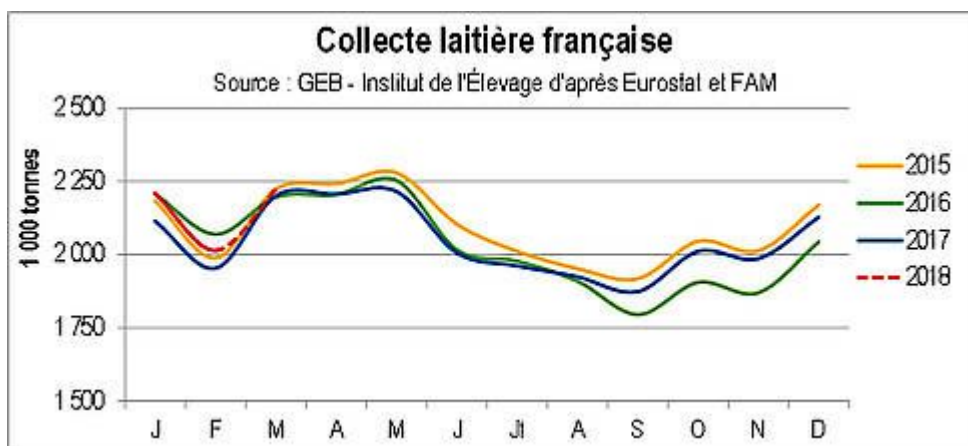
Les dynamiques sont toujours très contrastées d'un bassin à l'autre avec aux deux extrêmes le Bassin Grand Ouest et la Normandie d'un côté où le cheptel s'est légèrement étoffé sur un an et le Sud-Ouest de l'autre qui a perdu plus de 5% de ses effectifs sur la même période. Entre les deux, les cheptels enregistrent une baisse proche de 1% dans le bassin Nord Picardie et dans le Grand Est, de 2% en Auvergne-Limousin, dans le Sud-Est et dans le bassin Centre et de 3% en Charentes-Poitou.

Collecte freinée par les conditions hivernales

Les conditions hivernales relativement rudes (pluie, neige, froid) et le maintien d'une pluviométrie régulière et de températures froides jusqu'en mars ont retardé la pousse de l'herbe et la sortie des vaches au pâturage. Les éleveurs ont ainsi dû puiser plus que prévu dans leurs stocks fourragers pour alimenter convenablement leur troupeau.

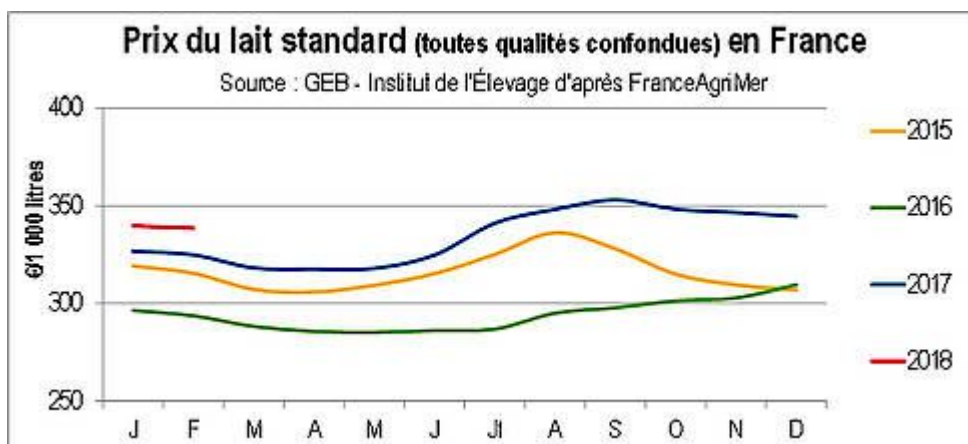
En outre, la hausse saisonnière de la production laitière a été limitée: à +4,5% en janvier, la croissance par rapport à 2017 s'est atténuée à +3% en février et elle n'excéderait pas +1% en mars d'après nos estimations basées sur l'enquête hebdomadaire de FranceAgrimer.

La collecte du premier trimestre afficherait ainsi une hausse de 2,8% /2017, mais demeurerait inférieure de 2% au pic de 2014. La production des prochains mois dépendra beaucoup des conditions météorologiques, un rebond n'étant pas exclu.



Érosion limitée du prix du lait

Alors qu'il a sensiblement baissé cet hiver chez nos voisins européens, le prix du lait français toutes qualité confondues (y compris Bio et AOP) ne s'est que légèrement érodé : -15 €/1 000 l depuis septembre à 339 €/1 000 l en février pour une composition standard à 38 g/l de matière grasse et 32 g/l de matière protéique. Il se situe ainsi 4% au-dessus du niveau 2017, soit son meilleur niveau depuis 2014 et le 2^{ème} meilleur niveau de la décennie. Le prix du seul lait conventionnel a reculé légèrement plus : -17 € à 325 €/1 000 l en février (+3% /2017) d'après les toutes nouvelles données FranceAgrimer.



Toutefois, dans la plupart des entreprises ayant annoncé leur prix du lait pour les mois suivants, on enregistre une baisse en mars (autour de -10 €/1 000 l) voire également en avril. En outre, les prix B sont particulièrement bas et ne bénéficient pas encore clairement du rebond des cours du beurre. Le prix du lait valorisé en beurre et poudre maigre est légèrement remonté à 266 €/t sur le marché européen et 244 € sur le marché mondial, mais il demeure respectivement 3 et 12% en deçà des niveaux 2017.

Si le redressement des cours du beurre se confirme, la pression sur le prix du lait s'atténuera dans le courant du 2^{ème} trimestre et au 3^{ème} trimestre et il devrait ainsi au moins égaler son niveau 2017... Mais cela dépendra beaucoup de l'ampleur de la hausse printanière de la production européenne.

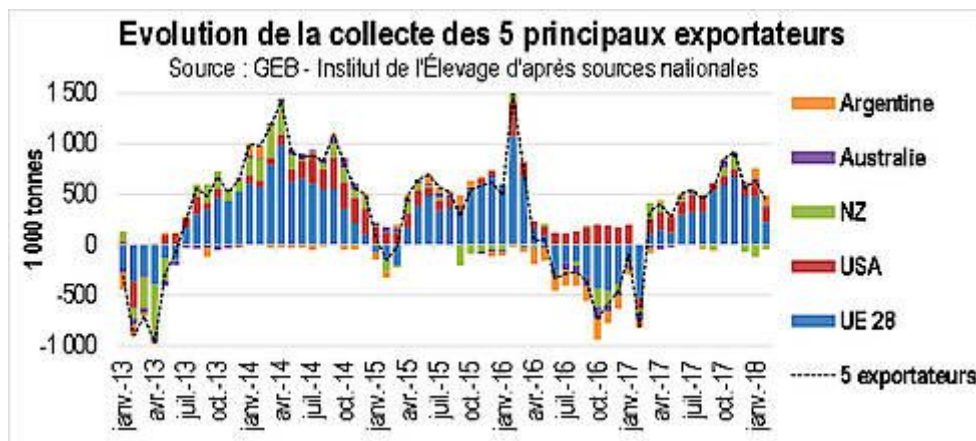
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Collecte mondiale: l'offre laitière est un peu moins étoffée

Le recul de la collecte face à la sécheresse en Nouvelle-Zélande et la progression plus modérée de la collecte européenne contribuent à un meilleur équilibre offre-demande sur les marchés laitiers. La pression sur les prix du lait pourrait ainsi s'atténuer, mais l'ampleur de la hausse saisonnière de la collecte européenne sera déterminante.

La collecte cumulée des principaux exportateurs est plus modérée

Après un pic à l'automne à quelques +29 000 t de lait par jour par rapport à 2016 (+3,6%), la collecte des 5 principaux bassins exportateurs progresse moins vivement cet hiver : +19 000 t par jour d'un an sur l'autre en moyenne sur décembre-février (+2,4%).



Aux **États-Unis**, la collecte reste dynamique: +1,8% en janvier et février dans la lignée de 2017, malgré la chute du prix du lait depuis novembre. Tombé à 337 USD/t (273 €/t) face à un ralentissement de la demande domestique et une forte concurrence européenne à l'exportation depuis le second semestre 2017, il est à présent inférieur de 17% à son niveau 2017. Il ne devrait plus baisser dans les mois qui viennent, mais le redressement sera vraisemblablement très progressif, ce qui met sous pression les marges des éleveurs affectées également par la hausse des coûts alimentaires.

En **Argentine**, la production s'est sensiblement redressée début 2018 (+13%) par rapport au niveau très bas de début 2017 marqué par deux années consécutives d'inondation dans les principales régions productrices. Mais la sécheresse qui frappe actuellement le pays alourdit les coûts alimentaires dans les exploitations laitières qui peinent à redresser leur situation financière, souvent dégradée, malgré la nette hausse du prix du lait.

En Océanie en revanche, une forte sécheresse estivale a affecté la production fourragère et les rendements laitiers. En **Australie**, la production laitière ne se redresse que lentement : +4% par rapport au bas niveau 2017 sur janvier-février. Et en **Nouvelle-Zélande**, la collecte en fin de pic saisonnier est en repli d'un an sur l'autre: -3,3% sur décembre-février soit -0,2% en cumul depuis le début de la campagne, alors que les stocks issus de la campagne précédente étaient historiquement bas. Fonterra a relevé en mars son prix prévisionnel de campagne de 6,40 à 6,55 NZ\$/kg MS, le 3^{ème} meilleur niveau de la décennie, 7% au-dessus du niveau de la campagne précédente.

Enfin, la principale contribution au moindre dynamisme de la collecte cumulée des 5 principaux exportateurs provient du tassement de la hausse de la collecte de l'**UE-28** début 2018.

Le dynamisme de la collecte européenne se tasse

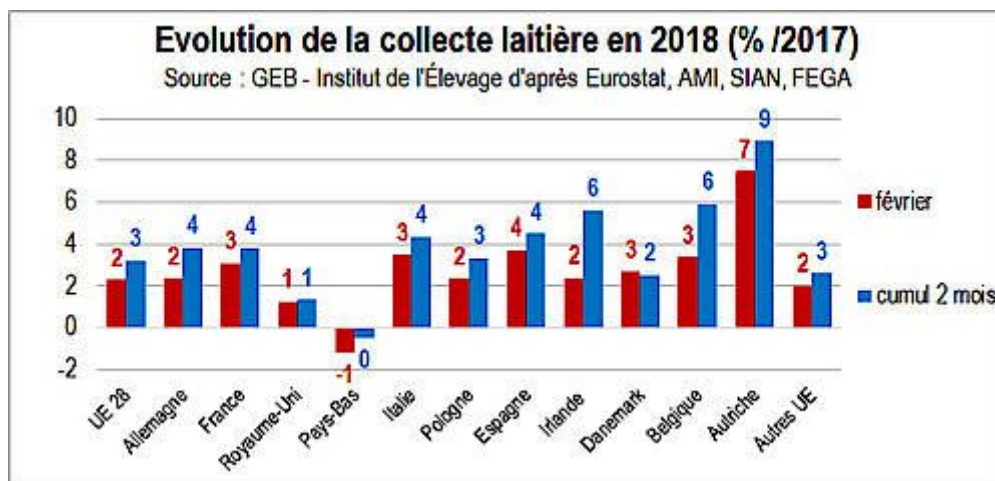
La collecte de l'UE-28 a vivement rebondi fin 2017 par rapport au niveau ralenti de 2016 atteignant de nouveaux records. Elle a démarré 2018 un rythme aussi soutenu : +4,0% /2017 en janvier, mais la hausse a été ramenée à +2,4% en février et probablement moins en mars. Non seulement la production 2017 s'était nettement redressée dès mars, mais les conditions hivernales extrêmes (neige, vent, tempête Emma) début 2018 et leur prolongation sur le début du printemps (froid et pluies) retardent les mises à l'herbe, affectent la production fourragère, et par voie de conséquence la production laitière.

En **Allemagne** comme en **France**, la collecte se rapproche en mars de son niveau 2017, demeurant en deçà des meilleurs niveaux enregistrés (2014 pour la France et 2016 pour l'Allemagne). Au **Royaume-Uni**, les données de collecte journalière suggèrent que la production est repassée sous son niveau 2017 en mars (-1%), essentiellement suite aux difficultés de collecte liées à la tempête Emma.

En **Irlande**, la nette volonté de croissance et le cheptel étoffé sont aussi contrecarrés par les conditions météorologiques très défavorables. Encore supérieure à 11% en janvier, la croissance de la collecte d'un an sur l'autre est tombée à 2,4% en février et pourrait être négligeable en mars, en raison du manque patent de fourrage et des difficultés de gestion du pâturage.

En **Pologne**, en **Italie**, en **Espagne** et en **Belgique**, la collecte est toujours dynamique et à un niveau record mais le rythme de progression se tasse quelques peu entre +2 et +4% /2017 en février.

Aux **Pays-Bas**, la production a reculé de 1,2% /2017 en février. Bon an mal an, elle stagne depuis début 2017 sous l'effet des nouvelles contraintes s'appliquant à la production laitière après plusieurs années de dérives environnementales. Malgré les fraudes avérées sur l'enregistrement des vêlages et surtout sur les épandages de lisier, le pays a obtenu une nouvelle dérogation à la Directive Nitrates. Mais sa durée est limitée à 2 ans contre 4 par le passé pour s'assurer que le pays mette fin à ces fraudes.



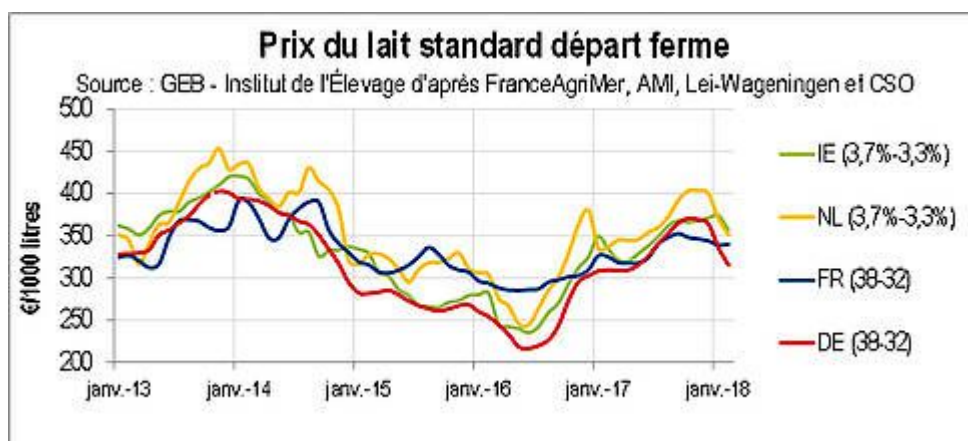
La production est encore très dynamique en **Autriche** (+9% /2017 sur 2 mois) ainsi qu'en **Bulgarie** (+25%) et **Roumanie** (+11%). Elle progresse plus modestement en **République tchèque** (+4%) et au **Portugal** (+4%) et est quasiment stationnaire en **Suède**, **Finlande**, **Lettonie** et **Lituanie**.

Moindre pression sur les prix du lait au printemps ?

Durant l'hiver, les prix du lait ont reculé partout plus ou moins fortement. Au sein de l'UE, le recul a été particulièrement net en **Allemagne**, aux **Pays-Bas** et au **Danemark** : respectivement -47 €/t, -50 €/t et -55 €/1 000 l entre novembre et février.

La baisse est plus modérée au **Royaume-Uni** (-23 €/1 000 l), en **Italie** (-20 €/1 000 l) et en **Espagne** (-6 €/1 000 l) moins dépendant de l'export de commodités laitières. En **Irlande**, les coopératives ont maintenu leur prix jusqu'en janvier avant de l'abaisser de 10 à 30 €/1 000 l en février. En **France**, le prix, largement lissé, ne s'est que modérément érodé (-17 €/1 000 l entre septembre et février).

Ainsi, en février, le prix du lait est retombé sous son niveau de 2017 au **Danemark** (-5%) et en **Italie** (-1%). Chez les autres grands producteurs laitiers, il se situe entre +2% /2017 en **Allemagne** et +7% en **Irlande**, la hausse pouvant être plus importante chez les producteurs plus secondaires. Elle est intermédiaire en **France** (+4%).



Malgré le rebond des cours des matières grasses laitières, la valorisation du lait transformé en beurre et poudre maigre ne se redresse que modérément compte tenu du cours très dégradé des protéines. À 244 €/t sur le marché mondial et 266 €/t sur le marché européen en mars, elle est inférieure de respectivement 12 et 3% à son niveau 2017.

Les prix annoncés par FrieslandCampina et Arla Danemark sont encore en baisse en mars et avril : respectivement -12,5 €/t et -25 €/t sur les deux mois. Par la suite, l'orientation des prix du lait dépendra beaucoup de l'évolution de la collecte européenne dans le courant du printemps et durant l'été, un rebond n'étant pas exclu notamment si les conditions météorologiques redeviennent favorables.

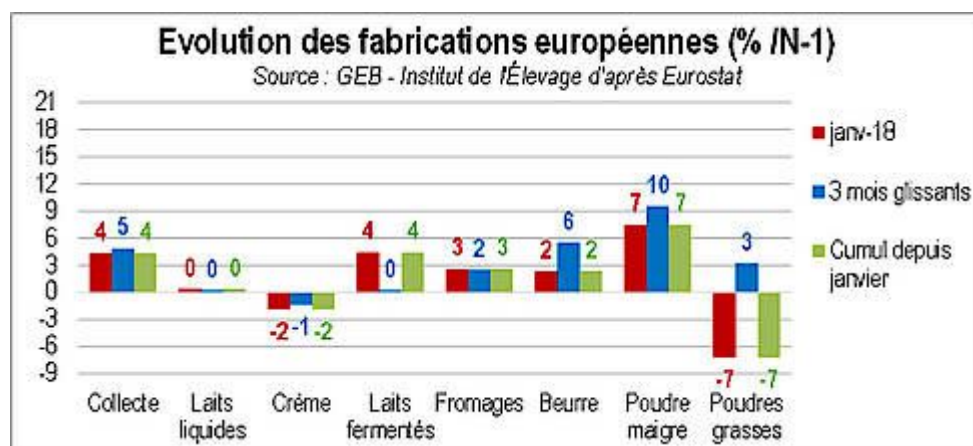
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Marchés des produits laitiers : contrastés mais globalement mieux orientés

Les cours du beurre et des fromages sont de nouveau bien orientés. En revanche ceux des protéines lactières se déprécient encore, malgré une production laitière moins dynamique dans l'UE et baissière en Nouvelle-Zélande. Les stocks à l'intervention continuent de plomber le marché de la poudre maigre. Malgré cela, le prix du lait devrait au moins égaler son niveau de l'an dernier dans les prochains mois.

Fabrications européennes relancées

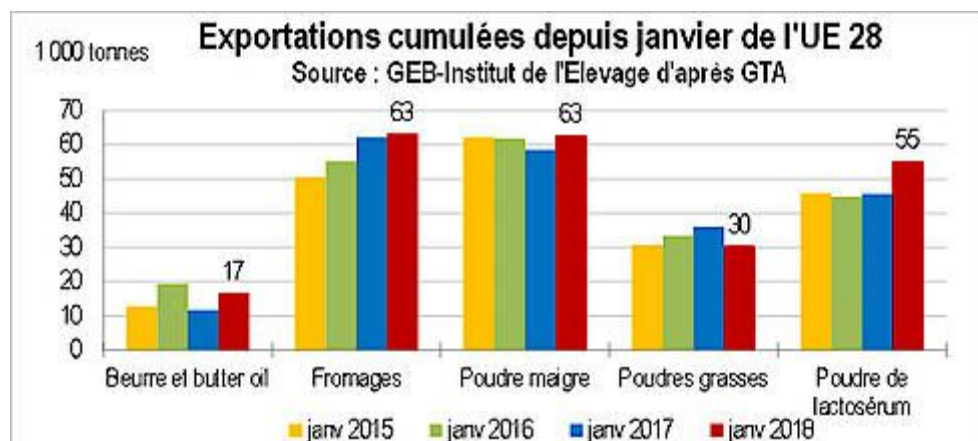
Le rétablissement progressif de la collecte européenne s'accompagne d'un net redressement des fabrications de beurre et de poudre maigre, parallèlement à un tassement de celles de poudres grasses. Les fabrications de produits de grande consommation varient peu, tandis que celles de fromages demeurent croissantes, mais probablement moins dynamiques qu'en janvier et qu'au 2nd semestre 2017.



Redressement des prix des fromages commodités

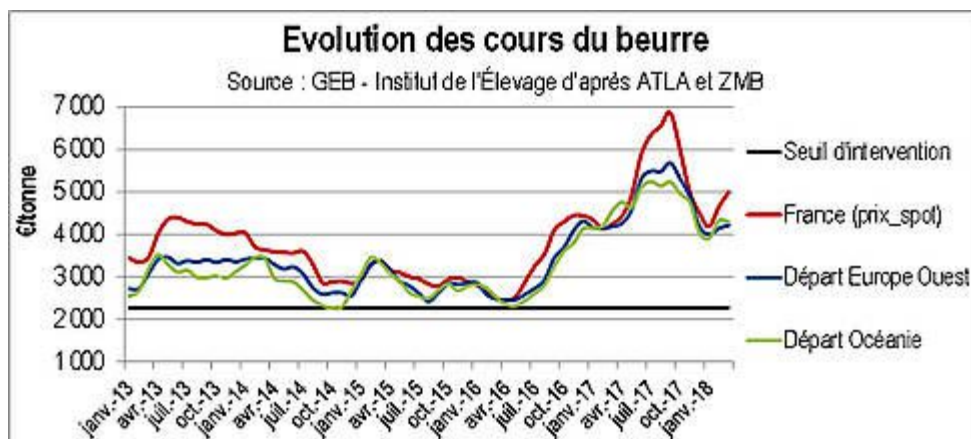
Après avoir décroché de 1 000 €/t entre septembre 2017 et février 2018, le cours du gouda (fromage commodité très sensible à l'équilibre des marchés) à Hanovre a regagné 120 € en un mois à 2 610 €/t en mars, dans le sillage de celui du beurre. Le cours de l'emmental, peu échangé hors UE, se rétablit aussi à 4 350 €/t en mars, après avoir cédé 100 €/t entre décembre et février.

Confrontés à stocks devenus encombrants début 2018, les transformateurs européens ont probablement ralenti en mars le rythme de croissance des fabrications fromagères auparavant très dynamiques : en hausse de 3% au 2nd semestre 2017 et en janvier 2018. Or, depuis le 4^{ème} trimestre 2017, les exportations extra-communautaires de fromages ont plafonné, ce qui a provoqué un gonflement préoccupant des stocks remontés début 2018 au même niveau que deux ans auparavant, en pleine crise laitière. Elles subissent la concurrence des exportations étatsuniennes, abondantes et très compétitives grâce à la dépréciation du dollar sur l'euro. En janvier 2018, comme sur l'année 2017, celles-ci ont bondi de 19% d'une année sur l'autre. Les États-Unis tirent aussi parti des moindres disponibilités océaniques.



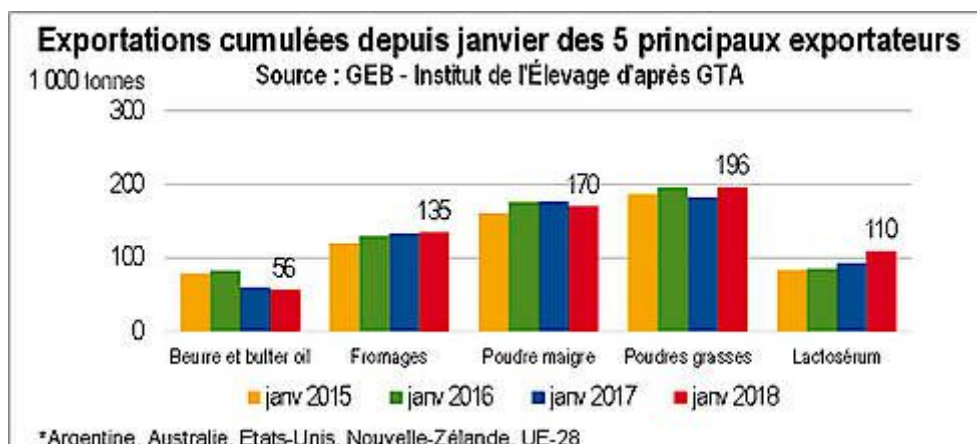
Nouvelle tension sur le marché du beurre

Après avoir perdu 2 740 €/t au 4^{ème} trimestre, la cotation ATLA du beurre échangé sur le marché spot est repartie à la hausse cet hiver. Remontée à 5 000 €/t mi-mars, elle s'est ensuite stabilisée à ce niveau. La cotation des ventes sous contrat s'est aussi stabilisée à 4 700 €/t en mars, après avoir perdu 1 000 €/t en 3 mois.



Depuis l'automne, la très forte hausse saisonnière des fabrications européennes de beurre (+2% /2017 en janvier) contribue à stabiliser les cours. Elle accompagne la demande européenne toujours ferme et anime les exportations extra-communautaires qui ont rebondi en janvier (+44% /2017) et dépassé le très bon niveau de janvier 2016. Les expéditions européennes de beurre ont progressé vers la plupart des grandes destinations : États-Unis, Arabie saoudite, Chine, Liban... Et elles ont pour partie suppléé le retrait de la Nouvelle-Zélande dont les exportations ont fléchi de 22% en janvier faute de disponibilités.

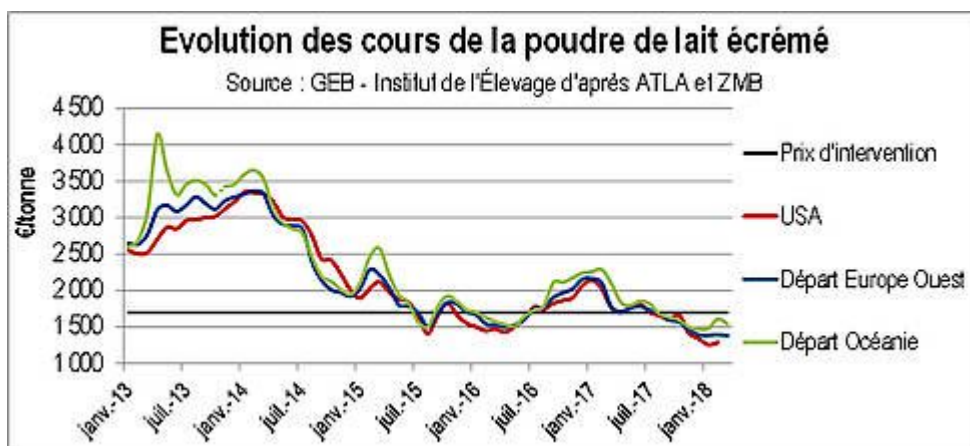
La reprise des fabrications européennes a ainsi sensiblement réanimé les échanges internationaux qui avaient fléchi de 15% au 2nd semestre 2017. Hormis la Nouvelle-Zélande, les autres fournisseurs jouent un rôle neutre dans l'équilibre du marché mondial : La hausse des uns (Argentine, États-Unis), a égalé le repli des autres (Biélorussie, Australie).



Toutefois, la reprise des fabrications européennes ne permet pas de reconstituer les stocks de beurre dans les entreprises. Estimés aux alentours de 75 000 t début 2018 par EDA (fédération des transformateurs laitiers), les stocks européens sont encore inférieurs de 25% à ceux déjà faibles de l'hiver 2017. Comme l'an dernier, ils vont probablement peu s'étoffer au printemps lors du pic saisonnier de la collecte laitière. Auquel cas le marché de la matière grasse s'annonce très tendu durant l'été prochain et le prix du beurre peut de nouveau s'envoler au 2nd semestre.

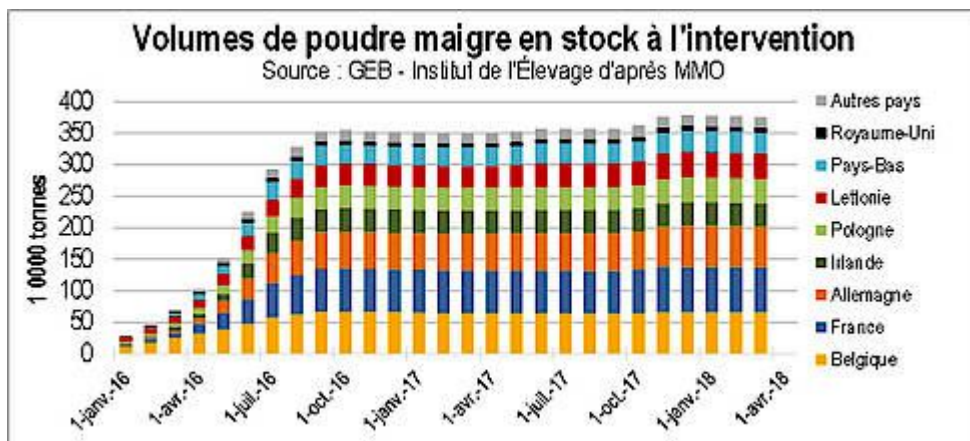
Reprise de l'érosion du prix des protéines laitières

Après s'être stabilisée à 1 370 €/t entre décembre et février, la cotation ATLA de la poudre maigre se déprécie de nouveau : elle a perdu 100 €/t en 6 semaines, à 1 270 €/t début avril, soit 428 €/t sous le prix d'intervention. Le cours de la poudre maigre subit la pression des stocks d'intervention et de la reprise des fabrications européennes, face à une demande internationale plutôt stationnaire.



Les fabrications européennes de poudre maigre ont rebondi d'un hiver à l'autre (+7% /2017 en janvier), retrouvant le haut niveau de l'hiver 2016. Dans le même temps, les exportations européennes, certes dynamiques (+7% /2017 en janvier 2018), n'absorbent pas tout le surplus de fabrications.

De plus, les stocks d'intervention (376 000 t début mars) plombent toujours les cours. Même si les volumes remis sur le marché sont faibles (10 330 t au 1^{er} trimestre sur les 98 940 t proposées), leur faible de prix de vente (1 050 €/t lors de l'adjudication de mars), bien en-deçà du prix d'intervention, joue un rôle dépressif. Dans le même temps, l'intervention ré-ouverte depuis le 1^{er} mars a été neutralisée : d'une part le plafond des achats automatiques a été ramené à 0 et, d'autre part, la Commission européenne a rejeté toutes les offres d'achat proposées par les opérateurs.



Sur le marché mondial, les échanges internationaux de poudre maigre ont marqué le pas cet hiver malgré des prix historiquement bas. Le dynamisme de l'UE-28 et des États-Unis compensent à peine le retrait océanien. A 1 300 €/t en mars, la poudre maigre exportée d'Europe de l'Ouest est plus compétitive que la poudre océanienne (1 540 €/t), grâce à la meilleure valorisation du beurre sur le marché européen que sur le marché mondial (seul débouché pour la Nouvelle-Zélande).

De même les États-Unis sont offensifs sur le marché mondial, leurs exportations ont bondi de 6% /2017 en janvier, grâce à des fabrications abondantes et compétitives (à moins de 1 300 €/t en mars) du fait de la moindre appréciation du dollar sur l'euro. Malgré cela, les stocks chez les fabricants gonflent mois après mois. A 154 000 t début février, ils ont atteint un niveau historiquement élevé (+35 000 t sur un an).

Face au reflux passager de la collecte néo-zélandaise, les transformateurs, Fonterra en tête, privilégient les fabrications de poudres grasses dont les exportations ont bondi de 16% en janvier après avoir été stables au 4^{ème} trimestre 2017. Dans le même temps les exportations européennes de poudres grasses, moins compétitives, ont fléchi de 16% vers toutes les principales destinations, en premier lieu vers l'Algérie (-16% à 2 360 t en janvier), qui a privilégié les achats de poudre maigre, et en second lieu vers la Chine (-8% à 2 316 t).

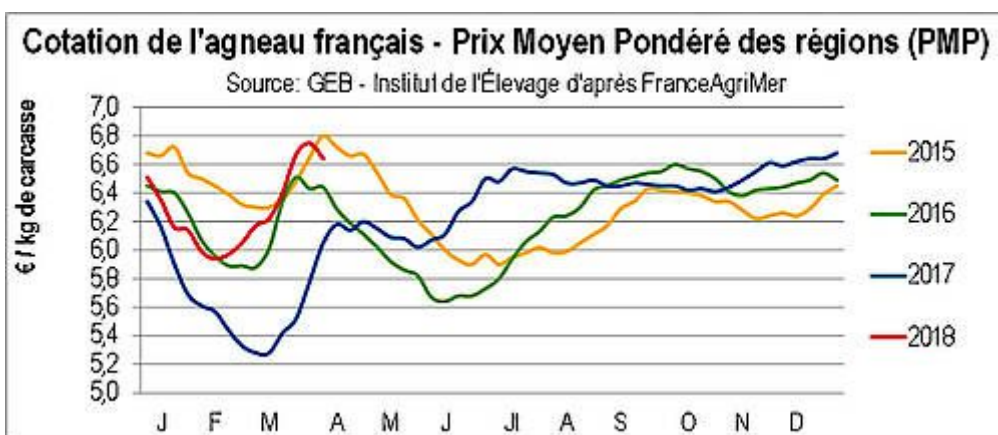
Groupes Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

France : Envolée des cours avant Pâques

Le recul de la production et la moindre pression des prix à l'import ont conduit au sursaut de la cotation de l'agneau français à l'approche du pic de demande pascal.

Cotation quasi record à Pâques

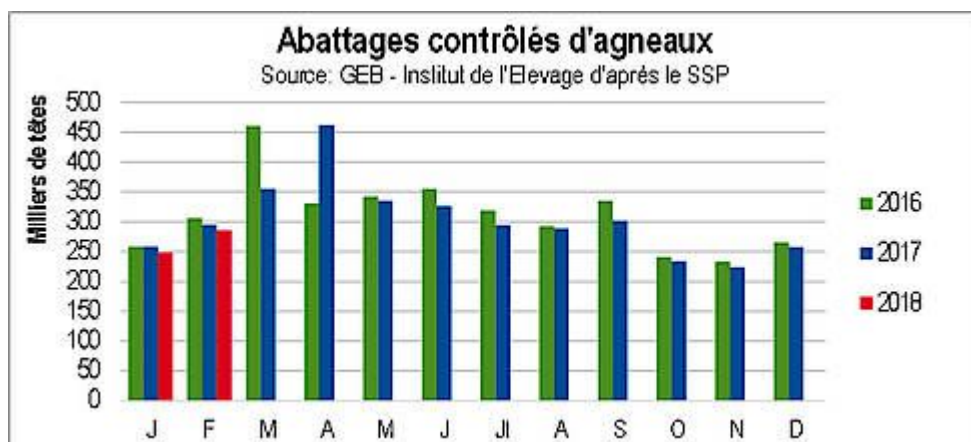
Après deux années caractérisées par des pics saisonniers peu marqués autour de Pâques, conséquences de l'encombrement du marché au 1^{er} trimestre, le cours de l'agneau français renoue avec les sommets en 2018. Les disponibilités insuffisantes en agneaux issus du cheptel allaitant, alors même que Pâques tombait plus tôt cette année (le 1^{er} avril, contre le 16 avril en 2017), et la progression des prix à l'import ont en effet conduit au sursaut de la cotation. Porté par le dynamisme de la consommation à l'approche des festivités, le cours de l'agneau français a gagné 70 centimes en un mois pour se porter à 6,75 €/kg de carcasse fin mars, soit 57 centimes de plus (+9%) que la semaine précédant Pâques en 2017. Il était ainsi inférieur de seulement 10 centimes à son niveau record de 2014 (6,85 €/kg de carcasse).



À 6,64 €/kg de carcasse la semaine après Pâques (+10% /2017), le cours de l'agneau français entamait déjà sa baisse saisonnière.

Les abattages d'agneaux sont orientés à la baisse

Malgré des sorties abondantes d'agneaux lacaunes engraisés provenant du cheptel laitier, le tassement des disponibilités en agneaux issus du cheptel allaitant s'est traduit par un nouveau recul des abattages en février (-3% à 285 000 têtes). La progression des abattages d'ovins adultes (+5% à 43 000 téc) n'a pas suffi à compenser ce repli, conduisant à la contraction de 2% de la production française de viande ovine sur le mois, à 6 300 téc.

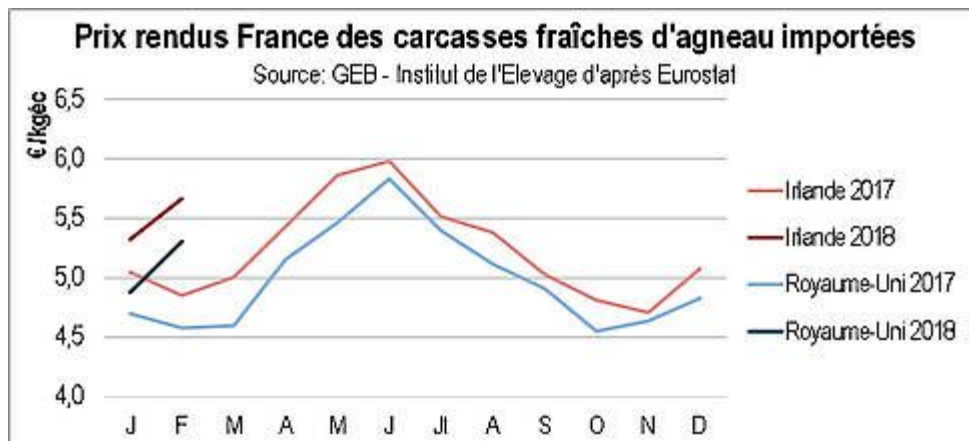


En cumul sur janvier et février 2018, la production française de viande ovine enregistre ainsi une baisse de 2% par rapport à 2017.

Remontée des prix à l'import

À 6 000 téc en février, les importations françaises de viande ovine ont progressé de 4% par rapport à 2017, dopées par le bond des achats en provenance de Nouvelle-Zélande (+20% à 1 000 téc) et d'Espagne (+71% à 900 téc). Les arrivées étaient en revanche en recul depuis le Royaume-Uni (-7% à 2 500 téc) et l'Irlande (-4% à 1 200 téc).

Le prix moyen de ces importations était également en progression (+5% /2017 à 6,2 €/kg équivalent carcasse), allégeant de fait la pression exercée sur le cours français. À 5,3 €/kg équivalent carcasse, le prix moyen des carcasses réfrigérées d'agneaux importées du Royaume-Uni (28% des importations françaises en volume en février 2018) affichait notamment un bond de 15% par rapport à l'année précédente, tandis que celui des carcasses réfrigérées d'agneaux irlandaises (4% des importations) était en augmentation de 12% à 5,7 €/kg éc.



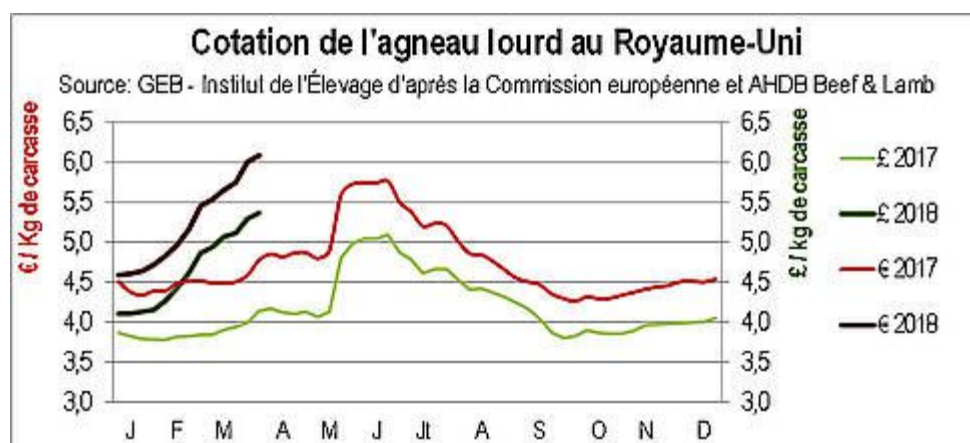
En cumulé sur janvier et février 2018, les importations françaises de viande ovine ont augmenté de 6% par rapport à 2017.

UE et Monde : Cotations très élevées outre-Manche, malgré des abattages dynamiques

La hausse de la demande à l'approche des festivités pascales a conduit au sursaut des cours au Royaume-Uni et en Irlande.

Les cours atteignent des sommets outre-Manche

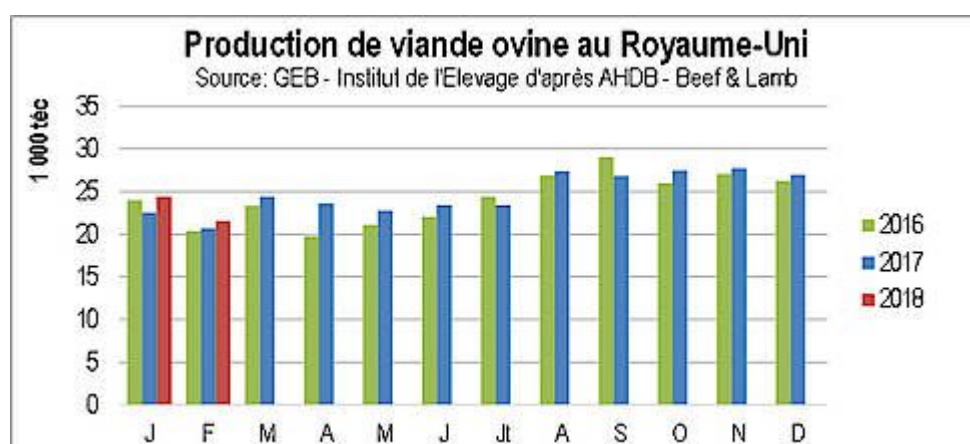
Bien que les abattages y soient toujours très dynamiques, le sursaut de la demande lié à des fêtes de Pâques plus précoces qu'en 2017 a entraîné une forte progression des cours de l'agneau au Royaume-Uni et en Irlande. À 5,37 £/kg de carcasse fin mars, la cotation britannique affichait ainsi un bond de 30% par rapport à sa valeur de la semaine de Pâques 2017 (soit +27% à 6,08 €/kg de carcasse en monnaie européenne).



À 6,12 €/kg de carcasse, le cours du « hogget » irlandais dépassait également de 21% sa valeur de l'année précédente.

ROYAUME-UNI : La production poursuit sa progression

Boostés par des effectifs importants d'agneaux de reports, les abattages d'agneaux britanniques restent orientés à la hausse : +8% à 952 300 têtes en février. Après un niveau très bas en 2017, les sorties d'ovins adultes ont également progressé (+3% à 123 100 têtes) conduisant à l'augmentation de 4% de la production britannique de viande ovine en février, à 21 600 téc.

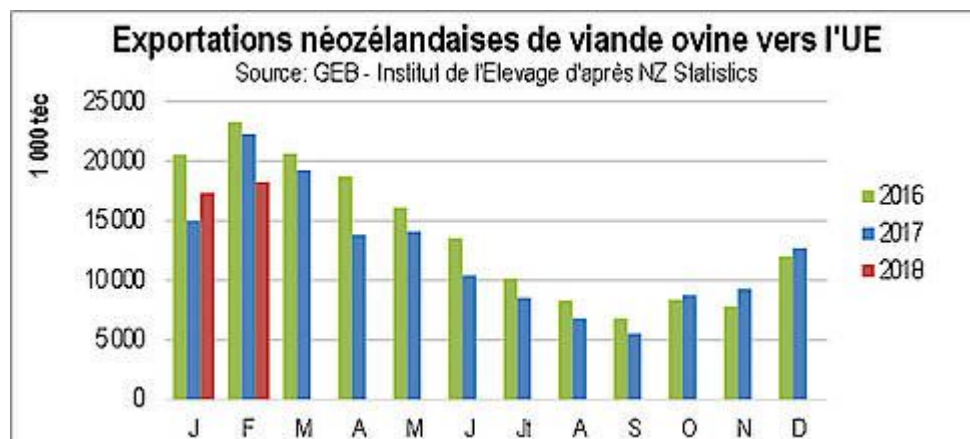


En cumul sur les 2 premiers mois de l'année, la production enregistre ainsi une progression de 6% par rapport à 2017 au Royaume-Uni.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Effondrement des envois vers l'Union européenne

Après un bond des abattages de 15% au dernier trimestre 2017, les effectifs d'agneaux présents dans les exploitations néo-zélandaises sont aujourd'hui plus limités qu'il y a un an. Les abattages d'agneaux ont ainsi chuté de 19% en février à 2,2 millions de têtes, entraînant le recul de 15% de la production de viande ovine à 51 900 téc, malgré la hausse des sorties d'ovins adultes (+17% à 579 000 têtes).

L'augmentation de la part de la production exportée et l'utilisation de stocks de reports congelés ont toutefois permis aux exportations néo-zélandaises de viande ovine de progresser de 2% par rapport à 2017, à 57 500 téc en février. La Nouvelle-Zélande a ainsi pu profiter pleinement du dynamisme de la demande chinoise avec un bond de 24% des envois vers la Chine, à 23 500 téc. Ramenées à 18 200 téc, les expéditions ont à l'inverse chuté de 18% à destination de l'Union européenne, impactant notamment les marchés britannique (-24% à 7 700 téc) et français (-37% à 1 300 téc).

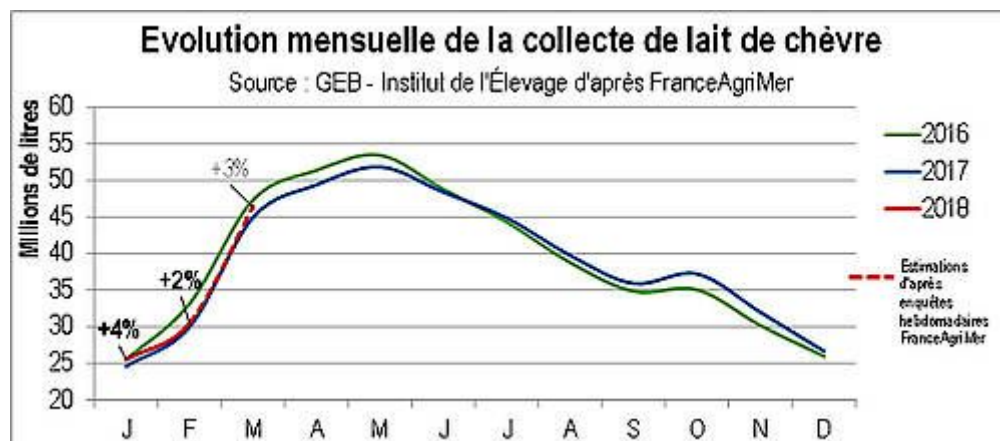


Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Des disponibilités très abondantes en lait de chèvre

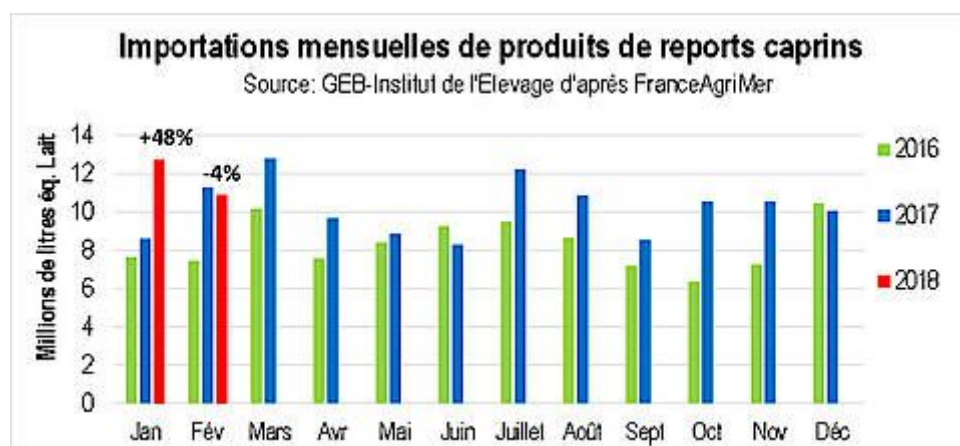
Début 2018, la collecte et les importations dynamiques ont entraîné une forte hausse des stocks de reports qui risque de peser sur les marchés dont la demande intérieure est plutôt mûre.

Bon démarrage de la collecte sur les premiers mois



Dans la suite de la bonne dynamique du second semestre 2017, la collecte de janvier s'est établie à plus de 25,5 ML, en hausse de plus de 4% par rapport à janvier 2017. Cette dynamique s'est légèrement infléchi en février, notamment en semaines 5 et 6 qui coïncident avec l'arrivée des températures hivernales. De fait, fin février, la collecte s'est établie à un niveau intermédiaire entre celui de 2016 et celui plus faible de l'année passée (+3%). Les dernières semaines de mars ont vu une nette reprise de la croissance de la collecte (de l'ordre de +5% /2017) avec le retour de températures plus clémentes et l'arrivée massive de chèvres et chevrettes dans les troupeaux suite aux mises-bas importantes.

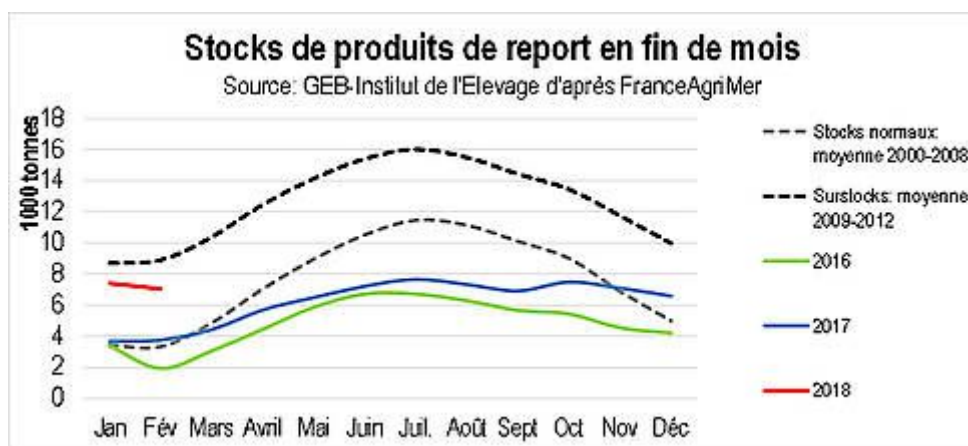
Plus d'un litre sur trois importé en janvier



Les importations ont été massives en janvier 2018, estimées à 12,7 millions de litres équivalent-lait, soit un niveau jamais atteint un tel mois auparavant. Elles portent à 38,2 ML l'approvisionnement des laiteries, un niveau record pour la période en progression de 15% /2017. Ainsi en janvier, plus d'un litre sur trois (33%) a été importé par les laiteries ! Sur février, les volumes importés sont demeurés importants, mais ont été légèrement inférieurs à ceux de 2017.

La poursuite de la dynamique espagnole, avec une forte croissance de la collecte sur le mois de janvier (+5% /2017) ne laisse encore une fois guère de doute sur la provenance de ce lait importé

Des niveaux de stocks importants



Fin janvier, les stocks de produits de reports déclarés par les opérateurs auprès de FranceAgriMer s'établissaient à plus de 7 400 tonnes de caillé congelé. La hausse des fournitures en janvier (+15% /2017), bien supérieure à celle des fabrications fromagères (+3% /2017) a conduit une hausse des stocks par rapport à fin décembre assez inhabituelle. En février, les importations ont été réduites, ce qui a permis de stabiliser les fournitures, tandis que les fabrications fromagères ont progressé de 2%. Les stocks ont ainsi légèrement diminué à environ 7 050 tonnes de caillé fin février, mais demeurent encore relativement élevés.

Si les volumes de fromages produits ces dernières années sont nettement plus élevés que ceux produits entre 2000 et 2008 et peuvent donc nécessiter davantage de stocks de reports, les opérateurs doivent néanmoins trouver le juste équilibre dans la gestion de ces stocks, notamment au travers de la régulation des volumes importés, alors que la demande sur le marché intérieur semble arriver à maturité.

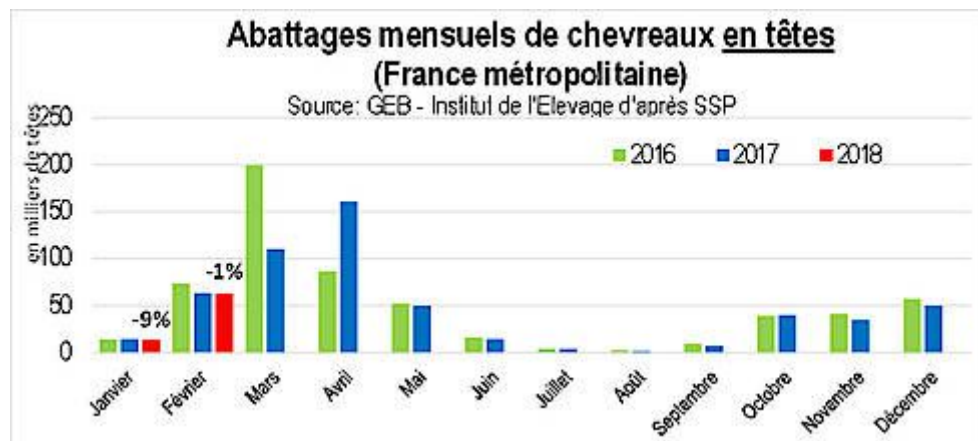
[1] Voir Tendances de mars 2018

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Viande de chevreau : marché mieux orienté qu'en 2017

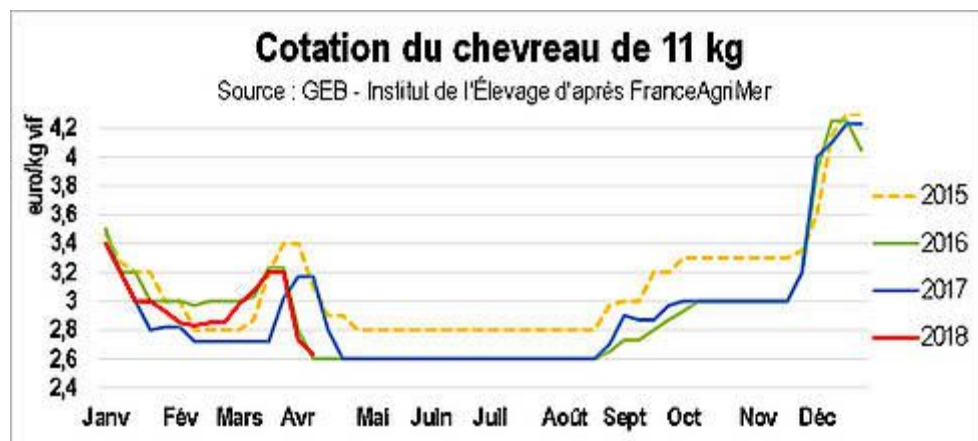
Malgré des disponibilités abondantes en chevreaux, les cotations se sont maintenues à un niveau légèrement supérieur à 2017. Pour autant, elles demeurent en deçà du niveau de 2016 et la fermeture du marché italien pèse sur la filière.

Hausse des abattages en mars



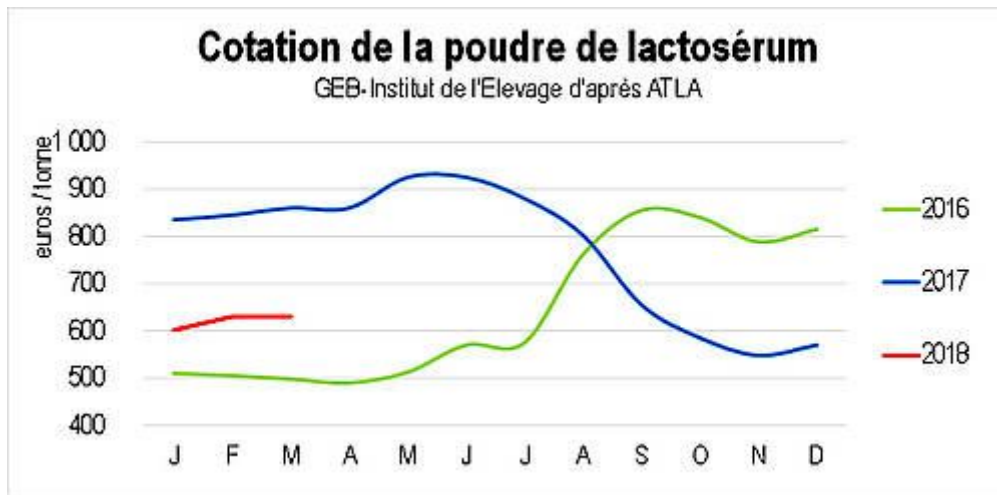
Avec un peu moins de 76 000 têtes, les abattages de chevreaux ont marqué un léger recul sur les deux premiers mois de l'année 2018 (-2% en cumul en têtes comme en volume), dans le prolongement des baisses déjà constatées sur les mois de novembre et décembre 2017. Cependant, la hausse du cheptel constatée fin novembre laissait présager une hausse des disponibilités et donc des abattages dans les mois à venir. Selon les opérateurs de la filière chevreau, les abattages ont été plus élevés en mars pour satisfaire la demande à Pâques, fête religieuse plus précoce qu'en 2017 (1er avril cette année contre 16 avril l'année passée). Pour autant, les mises-bas auraient été assez tardives si bien qu'un nombre important de chevreaux n'avait pas atteint le poids d'abattage avant les fêtes. Un report non-négligeable d'abattages sur avril est donc attendu.

Des cotations du chevreau un peu plus favorables qu'en 2017...



Le pic saisonnier de la cotation a été atteint sur les deux dernières semaines de mars (semaines 12 et 13) précédant les fêtes de Pâques. Le prix du chevreau vif de 11 kg s'est ainsi établi à 3,20 €/kg, soit un niveau intermédiaire entre le pic saisonnier de 2017 (qui avait été atteint en avril à 3,17 €/kg) et celui de 2016 (3,23 €/kg sur les semaines 12 et 13 également). Plus globalement, au 1er trimestre, la cotation s'est un peu mieux maintenue qu'en 2017, probablement à la faveur des disponibilités moindres sur les deux premiers mois de l'année et du fait de l'arrivée plus précoce des fêtes de Pâques. Passée ce pic saisonnier, la cotation s'est rapidement dépréciée pour retomber à un peu plus de 2,6 €/kg. Le marché du chevreau se révèle encore une fois particulièrement compliqué avec d'un côté des disponibilités accrues en mars et avril, et de l'autre la fermeture du débouché historique vers l'Italie, obligeant un recours important à la congélation.

... renforcées par une détente sur le cours de l'aliment



Après avoir connu une forte augmentation sur la période allant du dernier trimestre 2016 jusqu'à mi-2017 où elle a approché et même dépassé les 900 € la tonne, le prix de la poudre de lactosérum (principal constituant de l'aliment pour chevreau) est retombé à des niveaux plus bas depuis septembre, oscillant autour de 600 € la tonne. La marge sur coût alimentaire des élevages engraisseurs a ainsi pu être améliorée par rapport à son très mauvais niveau de 2017. Pour autant, la situation reste moins favorable qu'au printemps 2016.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Matières premières, les incertitudes sur les disponibilités soutiennent les cours

Au cours du premier trimestre 2018, les cours des matières premières ont évolué au gré des annonces météorologiques et du bras de fer commercial entre la Chine et les Etats-Unis.

Aux États-Unis, les inquiétudes liées au manque de pluie dans certaines régions du pays et de mauvaises notations de l'état des cultures ont tiré les prix des blés. Début avril, la hausse se chiffrait à 10%, pour atteindre le niveau le plus élevé depuis l'été dernier.

Cette progression a été beaucoup plus limitée en Europe et en France. La cotation du blé tendre français n'a progressé que de 4%, pour afficher près de 150 €/t mi-avril, un niveau inférieur de 2% à celui de 2017, mais supérieur à celui de 2016 (+13%). La faible réactivité du blé européen s'explique par les difficultés rencontrées à l'exportation face au rouleau compresseur russe, dont les envois ont bondi de 40% sur la campagne.

Depuis février, le cours de l'orge de mouture, porté par la fermeté du blé ainsi que par les achats de la Chine et de l'Arabie saoudite, enregistre une hausse (+10% en 2 mois) et A 152 €/t mi-avril, le cours affiche un niveau supérieur à ceux des deux années précédentes (+ 33% /2017 et 23% /2016), et dépasse désormais celui de blé.



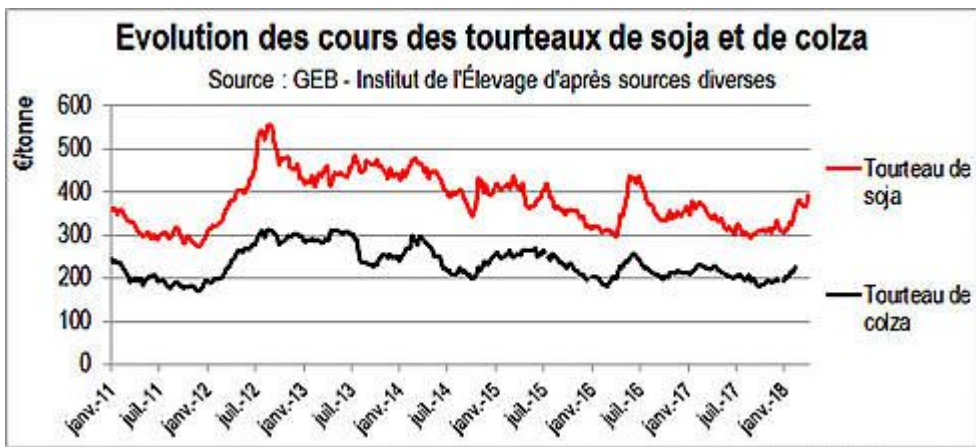
Le cours du maïs a suivi la hausse des autres céréales. La sécheresse en Argentine, le recul des intentions de semis aux États-Unis, les fortes importations chinoises en provenance d'Ukraine et la baisse prévue des stocks mondiaux ont tiré les prix étatsuniens de 10% sur le 1^{er} trimestre. Si la hausse des cours s'est propagée en France, elle a été plus limitée (+5% sur les trois premiers mois) à 147 €/t mi-avril, un niveau intermédiaire entre ceux des deux années précédentes (-8% /2017 mais +6% /2016).

Forte hausse des cours des tourteaux

Les inquiétudes concernant la sécheresse en Argentine, troisième producteur mondiale de soja, et les annonces d'intention de semis de soja en recul aux États-Unis ont d'abord fortement tiré les prix de la fève et du tourteau étatsunien. Si la progression de la fève a ensuite été tempérée par les importants stocks étatsuniens et l'annonce des autorités chinoises de répliquer à l'augmentation des taxes sur le soja décidée par Washington, la hausse des prix des tourteaux n'a connu qu'un court répit. Dans un contexte de baisse de la récolte de soja sur la campagne 2017/2018, d'une production mondiale de tourteaux inférieure à la demande, les incertitudes sur la production argentine, premier exportateur mondial de tourteau de soja, ont inquiété les marchés.

Ainsi, le prix du soja a progressé de 8% aux États-Unis sur les 3 premiers mois alors que celui du tourteau de soja a gagné 21%.

A 387 €/t mi-avril, le prix français du tourteau de soja n'a pas été en reste avec une hausse de 27% /2017. Ce niveau se situe au-dessus de ceux des deux années précédentes (+12% /2017 et +23% /2016).



Si la hausse des cours des tourteaux permet une amélioration des marges des tritrateurs et donc potentiellement une hausse de la production de tourteaux, l'avancée de la récolte argentine et la résolution du conflit sino-étatsunien devraient fortement influencer les cours.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)